

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 282

MONTRÉAL, LE LUNDI 5 DÉCEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

La chaîne invisible

Le câble s'impose comme un fil à la patte du téléspectateur

Qui décide ce que vous regardez à la télé? Vous? Pas complètement. De plus en plus, les compagnies de câblodistribution ont leur gros mot à dire sur les chaînes qui trouvent leur chemin jusque dans votre salon.

Le pouvoir des compagnies de câble est devenu encore plus limpide il y a quelques jours lorsque les trois plus importants câblodistributeurs de la province, Cogeco en région et CF Câble et Vidéotron en ville, ont annoncé leur stratégie pour l'année qui vient. Leur «ré-déploiement» découle de l'arrivée, le premier janvier, de dix nouveaux canaux spécialisés, huit en anglais et deux en français, le Réseau de l'information de Radio-Canada et le Canal D, calqué sur le Arts & Entertainment américain.

Les nouveaux canaux viennent s'ajouter au groupe de 1987, constitué de Réseau des sports, Canal Famille, TV5, MétéoMédia et Musique Plus.

Mais contrairement à ce qui s'était passé à ce moment, tout le monde n'aura pas accès aux mêmes chaînes. Par exemple, si vous habitez à Verdun, à l'Île des Soeurs ou du côté ouest de la rue Peel, vous aurez droit, moyennant quelques dollars de plus par mois, à neuf nouvelles chaînes, y compris le très attendu Discovery Channel sur la science, la chaîne culturelle Bravo, le canal américain Fox.

Si, par contre, vous habitez l'est de la ville, ou du côté est de la rue Peel, vous n'aurez que trois nouvelles chaînes, soit RDI et le Canal D et une chaîne de musique country (les études ont démontré que les gens veulent de la musique country. En voulez-vous, vous?).

Pour avoir un choix plus étendu mais pas aussi large que celui de votre voisin de l'autre côté de la rue Peel, qui, lui, est sur le territoire de CF Câble, vous devrez payer 8,95 \$ de plus par mois, prix de la boîte Vidéoway que Vidéotron rend indispensable à ceux qui veulent avoir les quatre chaînes additionnelles que Vidéotron est prêt à transporter.

Vidéotron, placé sur la défensive depuis l'annonce de ses projets, répète que sa clientèle, majoritairement francophone et majoritairement moins fortunée que celle de CF Câble, n'est pas prête à payer un supplément pour obtenir des chaînes anglaises. Et, surtout, que ses abonnés tiennent mordicus à garder le Canal Famille là où il est présentement, sur le service de base du câble plutôt que sur un nouveau service de câble enrichi.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois que les maîtres du câble décident à notre place

(Les câblodistributeurs estiment que pour être attrayant, un nouveau bouquet de chaînes doit comprendre des anciennes chaînes aussi bien que des nouvelles. C'est pourquoi CF Câble a retranché Canal Famille, le Réseau des sports et quatre autres chaînes de son câble de base, afin qu'ils rejoignent les nouveaux canaux de son service de câble enrichi).

A Vidéotron, l'on est formel: «Nous sommes allés dans les maisons. Les femmes nous disent ne m'enlevez pas mon Canal Famille. C'est ma deuxième gardienne».

Fort bien. Ce que Vidéotron ne dit pas cependant c'est que les familles qui veulent un choix élargi ne sont pas nécessairement intéressées par le fait d'avoir l'appareil Vidéoway, en raison de son coût élevé certes mais aussi parce qu'il donne accès à des dizaines et des dizaines de jeux vidéo. «Mes enfants ont déjà un Nintendo, un magnétoscope et un ordinateur; je ne désire aucunement qu'ils aient les jeux de Vidéoway», commente une abonnée. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que les câblodistributeurs décident pour vous. Il y a quelques années, les Montréalais avaient perdu la chaîne TV Ontario qui coûtait trop cher aux câblodistributeurs, parce que la chaîne éducative ne pouvait être captée à l'intérieur de la zone hertzienne définie par le ministère fédéral des Communications. Il était moins coûteux pour Vidéotron d'offrir PBS, dont deux postes rejoignent Montréal sans problème.

Les compagnies de câble jouent de prudence, ne prenant pas de risque et s'assurant que les sommes qu'elles engageront leur seront retournées. En fait, elles voient déjà beaucoup plus loin. Et savent que dans quelques années, tout le système actuel sera remplacé par un autre appareil, «la boîte», qui permettra aux téléspectateurs de choisir leurs chaînes et de ne payer que pour celles qu'ils veulent.

D'ici là, d'ici au grand soir, les compagnies de câble ne s'en font pas outre mesure. Car les plaintes que Vidéotron reçoit ne proviennent pas d'abonnés francophones mécontents du choix trop restreint à leur portée, mais du 10 % de ses abonnés anglophones outrés d'avoir à payer pour un réseau d'information de langue française dont ils ne veulent pas.

«Il faut que je leur rafraîchisse la mémoire en leur rappelant que les francophones paient depuis cinq ans pour le Newsworld anglais», disait cette semaine le porte-parole de Vidéotron.

INDEX

- AgendaB6
- Avis publicsB4
- ClasséesA4
- CultureB8
- ÉconomieB2
- ÉditorialA6
- Le mondeA4
- Mots croisésA4
- Les sportsB5

MÉTÉO



Montréal
Pluie débutant le matin. Venteux.
Max: 3



Québec
Nuageux avec pluie ou neige en fin de journée. Max: 2
Détails en B4

LES ACTUALITÉS

Le prix Jean-Olivier-Chénier va à Pierre Falardeau

PAGE A 3



LES ACTUALITÉS

Parizeau aux USA: des doutes

PAGE A 2



L'ENTREVUE

Robert La Palme: le rire c'est du sérieux

PAGE B 1

Il est «sorti du bois»

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR



PHOTO JACQUES GRENIER

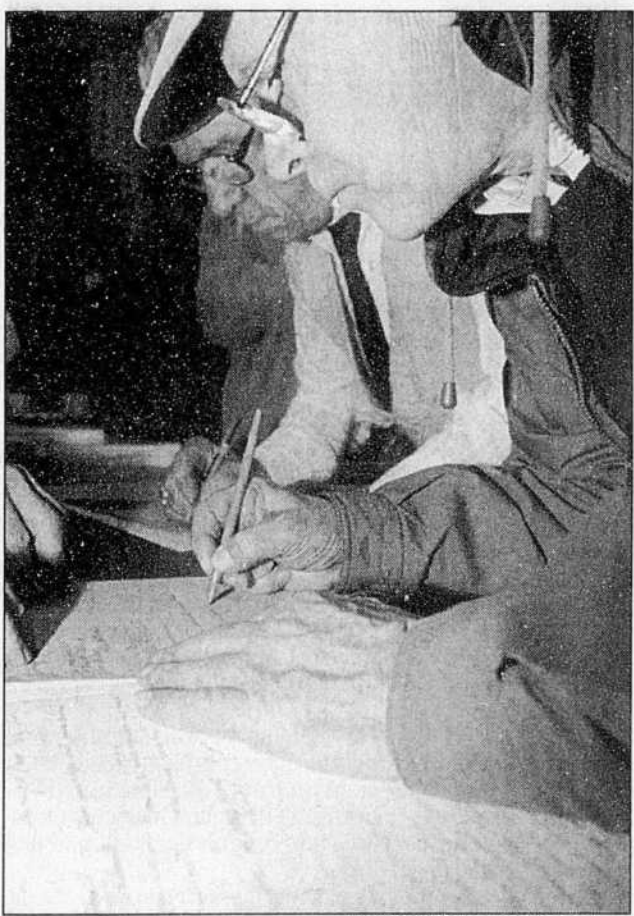


PHOTO PRESSE CANADIENNE

L'état de santé de Lucien Bouchard, chef et fondateur du Bloc québécois à Ottawa, ne cesse de s'améliorer, et hier, l'homme politique avait recommencé à manger de la nourriture solide. Les derniers bulletins de santé de l'hôpital Saint-Luc indiquent que M. Bouchard respire seul, c'est-à-dire sans intubation. On affirme encore que M. Bouchard pourrait quitter l'unité des soins intensifs dès le milieu de cette semaine.

Pour sa part, le service des relations publiques de l'hôpital Saint-Luc donnera un nouveau bulletin de santé sur l'état du chef bloquiste dès aujourd'hui.

Cela fait maintenant plus de quatre jours que M. Bouchard a subi, à l'hôpital Saint-Luc de Montréal, trois opérations menant à une amputation de la jambe gauche à partir de la mi-cuisse, puis à la soustraction de morceaux de peau à l'abdomen et à la région thoracique, alors qu'il était la proie d'une bactérie streptocoque de type A, dite «bactérie mangeuse de chair». Il avait d'abord été hospitalisé mardi pour un caillot de sang à la jambe gauche. Depuis, M. Bouchard fait partie d'une minorité de patients qui ont réchappé de cette terrible maladie.

Alors, les témoignages de sympathie n'ont cessé d'affluer à l'égard du chef bloquiste, dont on dit du reste qu'il est l'homme politique le plus populaire du Québec. Et pourtant, le salon de l'unité des soins intensifs de l'hôpital Saint-Luc ne comptait pas de visiteurs hier, aux abords de la chambre où reposait M. Bouchard. L'accès à l'hôpital était d'ailleurs bloqué aux journalistes. Selon des sources proches de la famille, seule sa femme Audrey Best et son frère Gérard, ont été admis au chevet de Lucien Bouchard depuis le début de son hospitalisation. Pour sa part, le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a fait un saut à l'hôpital samedi après-

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD

Pendant tout le week-end, l'hôpital Saint-Luc, de Montréal, a été le théâtre de manifestations de sympathie destinées à son plus célèbre patient: le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard. Photo du haut: une pancarte installée sur une des colonnes à l'entrée de l'hôpital. À gauche, des sympathisants souverainistes signent un message qui sera remis au chef convalescent, tandis que d'autres (à droite) le disent avec des fleurs.



PHOTO JACQUES GRENIER

Humeur incertaine à Budapest

La Bosnie, l'Otan et la Russie au menu de la CSCE

D'APRES AFP ET REUTERS

Budapest — La guerre en Bosnie et un regain de méfiance entre l'OTAN et la Russie présagent de difficiles négociations, au sommet aujourd'hui et demain à Budapest, sur le rôle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dans le maintien de la paix sur le Vieux Continent.

Hier, les dirigeants des 53 pays de la CSCE ont commencé à arriver dans la capitale hongroise.

Les divergences de vue sur les moyens

de juguler la crise bosniaque et les problèmes ethniques de la fédération de Russie devraient dominer la conférence, à laquelle participent 51 pays européens, les États-Unis et le Canada. Le premier ministre Jean Chrétien représentera le gouvernement canadien.

«Les Russes, vont-ils montrer leur mauvaise humeur à Budapest comme leur ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev l'a fait à Bruxelles, ou s'agit-il simplement d'une manœuvre tactique pour obtenir un maximum», s'inter-

rogent des diplomates occidentaux.

M. Kozyrev avait jeté un froid hier à Bruxelles en refusant de signer deux documents qui précisaient les futures relations de Moscou avec l'OTAN. Il manifestait ainsi l'agacement de son pays à l'élargissement de l'Alliance atlantique vers l'Europe de l'Est.

De plus, samedi soir au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie a opposé, pour la première fois en six ans, son veto à une

VOIR PAGER A 8: BUDAPEST

Au Québec, le Code du travail interdit aux entreprises placées sous l'égide de la province d'embaucher des briseurs de grève, des «scabs», en cas de grève ou de lock-out. Le fédéral facilite la tâche des employeurs en leur permettant de recourir à un tel procédé.

La promesse de déposer des amendements au Code fédéral du travail au cours de la présente session parlementaire, M. Axworthy l'avait faite en octobre, à Montréal, devant un groupe de syndiqués de la minoterie Ogilvie venus manifester lors d'un déjeuner au Cercle canadien de Montréal où le ministre était le conférencier invité.

Les 116 syndiqués d'Ogilvie font la grève depuis le 6 juin. Relevant du gouvernement fédéral, la minoterie Ogilvie, que Labatt a vendue il y a deux ans au géant

VOIR PAGE A 8: LOI

L'onde de choc

Après cinq ans, la tuerie de Polytechnique laisse paraître de sourdes blessures

Faut-il en parler ou se taire? Cinq ans après la tragédie de Polytechnique, l'ambivalence entre le silence et la parole persiste, de peur d'éveiller les démons endormis. Chez plus d'un étudiant, les blessures refont sporadiquement surface. Il a fallu plus d'un an pour que s'estompent les séquelles du massacre, démontrent les études. Des études qui révèlent aussi le peu de moyens dont nous disposons pour jauger le mal de l'âme de toute une collectivité.

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

2. Les dernières feuilles venaient à peine de tomber quand Claude Pratte a commencé à recevoir ses premiers coups de téléphones d'étudiants, troublés par l'imminence d'un cinquième anniversaire. Cinq ans. Et les traces sont encore là. Les réactions, épidémiques.

«Chaque année, des étudiants nous rappellent à l'approche du 6 décembre, quand les émotions refont surface. Mais cette année, plus d'étudiants ont demandé à être mis en contact avec d'autres. Un cinquième anniversaire, ça doit être symbolique», pense tout haut M. Pratte, coordonnateur du Service d'orientation et de consultation psychologique de l'Université de Montréal.

Dès le lendemain du drame, Claude Pratte et des confrères psychologues ont fait des pieds et des mains pour organiser de vastes groupes de discussions et de «debriefing» pour ces étudiants bouleversés, soudainement plongés en plein cauchemar.

6 DÉCEMBRE



PLUS JAMAIS

L'onde de choc n'a épargné personne, causant plus de dommages chez les âmes fragiles.

Mais une fois ces rencontres passées, chacun a dû exorciser seul ses vieilles peurs. Certains ont consulté pendant quelques années les services d'aide psychologique de l'Université de Montréal. Pour les autres, on ne sait trop. Perdus dans la brume. Aucun dépistage ou suivi systématique n'a été effectué par l'École polytechnique ou par l'Université de Montréal.

Pourtant, bien des indices révèlent que le niveau de tension est demeuré élevé dans la population étudiante, et pendant plusieurs années. Un incident violent, un déséquilibre dans une classe, et la tension prenait des proportions incroyables, rappelle Claude Pratte. «Nous avons eu une augmentation sensible des demandes de consultation lors de la tragédie de Concordia et lors de la disparition de Chantal Brochu. Souvent, les gens qui

VOIR PAGE A 8: ONDE

• LES ACTUALITÉS •

La mission américaine de Parizeau: de l'indifférence totale à l'hostilité bénigne

MAURICE GIRARD
PRESSE CANADIENNE

Québec — À une semaine du premier voyage officiel de Jacques Parizeau à l'étranger, on entend de sérieux doutes tant à Washington qu'à New York sur l'utilité de la mission américaine du premier ministre et ses chances de succès.

Il ressort d'une dizaine d'entrevues effectuées par la *Presse Canadienne* auprès des décideurs américains, que l'intérêt reste au mieux mitigé pour cette visite d'une journée à New York. On se demande pourquoi M. Parizeau se rend aux États-Unis quelques jours après la divulgation du déficit pour le présent exercice financier.

L'accroissement du manque à gagner de la trésorerie québécoise pourrait rendre plus nerveux les cambistes de Wall Street, qui viennent de perdre des dizaines de millions de dollars en commissions par la prorogation des travaux de la Baie James.

Si, en plus, M. Parizeau cherche à convaincre son auditoire de la nécessité et même de l'inévitabilité de la souveraineté, il ne fera qu'accroître la hantise de la «séparation», qui ne recueille virtuellement aucun appui en terre américaine.

Par contre, personne ne s'attend à ce que M. Parizeau fasse «un four», comme l'écrivait le *Baltimore Sun* en 1977 après le discours de René Lévesque devant l'Economic Club.

«En ce qui me concerne, je suis très curieux de voir la stratégie qu'il va utiliser. Pour M. Parizeau, il y a le danger de se retrouver dans une situation doublement perdante (*loose-loose situation*)», affirme M. Stephen Blank, président de l'America's Society.

C'est d'ailleurs sous l'égide de cet organisme à but non lucratif que la plus importante rencontre a été organisée dans la matinée du lundi 12 avec les banquiers du Québec à Wall Street, qui contrôlent plusieurs centaines de millions de dollars en bons du Trésor québécois.

«Parizeau joue gros», explique Charles Doran, directeur du Centre d'études canadiennes de l'Université John-Opkins.

«Ce que cet auditoire très sophistiqué veut entendre, c'est que Jacques Parizeau veut devenir le meilleur premier ministre de l'histoire du Québec, qu'il veut éliminer le déficit, accroître la productivité, consentir de nouveaux avantages aux investisseurs étrangers et mettre au rancart la séparation.»

Une mauvaise idée

De fait, la souveraineté du Québec suscite aux États-Unis des réactions qui vont de l'indifférence totale à l'hostilité bénigne. «On répète ici que c'est une mauvaise idée. C'est curieux que l'indépendance ne recueille absolument aucun appui ni à Washington ni à New York. C'est vraiment un concept invendable», explique Joseph Jockel, directeur du Projet Canada au Centre d'études stratégiques et internationales.

Son explication sommaire: «Pour nous, l'unité nationale est tellement importante.»

Chez Merrill Lynch, Goldman Sachs, Salomon Brothers, First Boston ou même Moody's, on refuse de commenter «pour attribution» le voyage. On se souvient du conseil donné dans les années 1970 par Jacques Parizeau, alors ministre des Finances: «Vous faites de la finance, je fais de la politique, on ne mélangera pas les rôles», comme le raconte Jean-François Lisée, aujourd'hui conseiller du premier ministre, dans son livre *Dans l'œil de l'aigle*.

À l'approche des grandes manœuvres pré-référendaires, on ne veut pas non plus se retrouver au centre d'un ouragan politico-médiatique déclenché par inadvertance et qui pourrait coûter quelques contrats plantureux. «Il est curieux que M. Parizeau vienne ici si proche du lancement de son programme référendaire, mardi», dit un des banquiers du Québec. Un de ses collègues trouve curieux que la presse québécoise ait accès à l'événement, «ce qui va limiter les échanges candides et fructueux», fait-il.

Il y a quelques semaines, à l'invitation de J. P. Morgan, Larry Beams, du Conseil sur les affaires de l'hémisphère, a prononcé une allocution sur la situation du Québec devant des dizaines d'investisseurs miniers. Toutes les questions ont porté sur la souveraineté, qu'il inquiète.

«Il est plutôt improbable que M. Parizeau ait quelque

chose à gagner de ce voyage. Il ne risque pas non plus de gagner un concours de popularité. Si on peut se permettre de croire que M. Parizeau reste l'homme politique canadien le mieux préparé pour assumer son rôle, qu'il est le plus fûté et le plus compétent, la séparation reste pour le milieu des affaires un véritable guépier... une sorte d'obsession politico-idéologique (*political monkey on his back*)», ajoute-t-il.

Pour Joseph Jockel, les deux discours de M. Parizeau permettront aux décideurs américains de «jauger l'homme en tant que futur leader des forces du OUI» dans une conjoncture qui reste incertaine quant au rôle que pourra tenir, pendant la campagne référendaire, le chef bloquiste Lucien Bouchard, terrassé la semaine dernière par une terrible maladie.

«Colère et fureur»

Tous les intervenants du Québec s'inquiètent du partage de la dette et «particulièrement du niveau d'animosité des anglophones, la colère et la fureur, mais surtout l'absence de compromis de part et d'autre».

Stephen Blank suggère à M. Parizeau de s'inspirer du discours du gouverneur Pete Wilson, de la Californie, qui disait récemment que les États américains n'étaient pas «une colonie du gouvernement fédéral». Mais l'argument reste de portée limitée puisque la Californie ne se bat pas pour devenir un pays indépendant.

L'abolition d'un palier de gouvernement constitue aussi un argument accrocheur aux États-Unis où les républicains ont délogé le mois dernier les démocrates au Congrès en faisant campagne contre la trop grande présence de l'État dans la vie quotidienne des Américains.

«Pour les entreprises américaines, faire des affaires avec le Québec ou le Canada, c'est comme faire affaire avec l'Ohio ou la Californie. Mais attention, si on se met à craindre que le Québec va se séparer dans un climat de rancœur et de division, on assistera alors à une sortie massive des capitaux et de compagnies tant du Québec que du Canada. Pour l'instant, la situation ne préoccupe personne puisque personne ne croit que la souveraineté, c'est pour 1995», conclut M. Blank.

EN BREF

SOS-SQ: 1-800-461-2131

(Le Devoir) — Pour toute situation d'urgence, on peut maintenant joindre la Sûreté du Québec (SQ), de partout, en tout temps, en composant sans frais le 1-800-461-2131 (ou *414 par téléphone cellulaire). Ce numéro unique vient remplacer les 112 numéros de téléphones qui permettaient jusqu'à maintenant aux résidents de plus de 450 municipalités de rejoindre la SQ, à leur frais, en cas d'urgence. Le nouveau système mis à la disposition de la population répartit les appels en fonction de leur région de provenance. C'est-à-dire qu'il reconnaît la région de laquelle provient l'appel et l'achemine au centre de télécommunications qui dessert le territoire de l'appel. La nouvelle mesure a été développée dans le cadre d'un consortium de fournisseurs de services téléphoniques (Bell mobilité, Québec tel mobilité, Télébec). Il s'agit de la première étape d'un plan de modernisation de 90 millions de dollars du système de télécommunications de la SQ, qui date du milieu des années soixante.

BATISCAN: CONDAMNATION

Québec (PC) — La présidente de la Fédération des Commissions scolaires du Québec, Diane Drouin, a condamné avec virulence l'intervention du gouvernement du Québec dans la réouverture de l'école Sainte-Marie-de-Batiscan. Samedi, une centaine d'habitants de Batiscan, en Mauricie, ont fêté la réouverture de l'école en recevant le premier ministre Jacques Parizeau et le ministre de l'Éducation, Jean Garon. Batiscan voulait ainsi le remercier d'avoir tenu l'engagement électoral de sauver la seule école du village. Diane Drouin estime que ce sauvetage représente une ingérence d'un palier supérieur de gouvernement dans les plates-bandes de la commission scolaire locale. Elle a souligné que Québec n'accepterait jamais que le gouvernement fédéral s'immisce dans ses juridictions. Mme Drouin a demandé de nouveau au gouvernement de mieux financer les commissions scolaires québécoises en faisant valoir qu'elles pourront ainsi maintenir les écoles de villages ouvertes, si les parents en font la demande.

PAPA EST LOIN MAIS...

Ottawa (PC) — Ce n'est pas parce qu'on est détenu par les forces serbes en Bosnie qu'il faut s'empêcher de réagir en tout père de famille, encore moins quand on devient un tout nouveau papa. C'est ainsi qu'avec l'aide de ses supérieurs, le caporal Sheldon Clarke, Casque bleu canadien détenu à Visoko, a réussi à faire parvenir un message au fleuriste local près de la base militaire de Petawawa, en Ontario, afin qu'il envoie une douzaine de roses à sa femme Anita qui a accouché d'un petit garçon jeudi dernier. Anita Clarke, qui a 21 ans et dont c'est le premier enfant, croit pour sa part que le stress vécu en raison de la situation dans laquelle se trouve son mari a fait déclencher l'accouchement 10 jours plus tôt que prévu. Néanmoins, tant la mère que l'enfant se portent bien. Maintenant, la jeune femme espère seulement le retour de son conjoint pour Noël.

LE DIMANCHE DE CLINTON...

Washington (AFP) — Un véhicule du cortège du président Bill Clinton a été endommagé hier lors de son passage à l'une des entrées de la Maison Blanche, à la suite d'une défaillance du système d'ouverture qui a manqué de peu la voiture présidentielle. Alors que M. Clinton revenait de l'office dominical, une estafette du cortège — transportant son conseiller militaire, son médecin et son infirmière — a heurté une pièce métallique du portail qui s'était soudainement mise en marche alors qu'elle devait se rétracter sous le sol. Selon des responsables de la Maison Blanche, le plancher de l'estafette, qui se trouvait deux voitures derrière la limousine de Bill et Hillary Clinton, a été endommagé. Le choc a également provoqué l'ouverture des sacs de sécurité et le bris de la vitre d'une portière latérale. Aucun occupant n'a été blessé. Le dispositif de protection de la Maison Blanche a montré des lacunes au cours des derniers mois. Le 12 septembre, un homme de 38 ans, aux commandes d'un Cessna, a réussi à déjouer le système d'interception en venant s'écraser à quelques mètres seulement de la résidence présidentielle. Le 29 octobre, c'est un ancien militaire de 26 ans qui a réussi à tromper la vigilance des agents du «secret service» en arrosant la façade de la Maison Blanche à l'aide d'un fusil automatique.

JEAN-PAUL II: C'EST REPARTI

Manille (AP) — Le pape Jean Paul II se rendra aux Philippines en janvier prochain, a affirmé hier l'archevêque de Manille Jaime Sin. Le voyage du pape aura lieu du 12 au 16 janvier. Le souverain pontife participera aux festivités de la 10^e journée mondiale de la jeunesse et au 400^e anniversaire de la fondation du diocèse de Manille. Le pape va également célébrer le 25^e anniversaire de la création de la station de radio catholique Veritas Asia et de la Conférence des évêques d'Asie. Le pape s'est déjà rendu aux Philippines en 1981, sous la présidence de Ferdinand Marcos.

ACHILLE LAURO, SUITE ET FIN

Mombasa (Reuter) — Cent six rescapés de l'incendie du paquebot italien *Achille Lauro* sont arrivés hier dans le port kényan de Mombasa. Le cargo *MSC Lucy* a accosté à Mombasa avec à son bord des membres d'équipage de l'*Achille Lauro* originaires d'Amérique latine, des Philippines, d'Italie et d'autres pays, a-t-on précisé de source autorisée au port. Une passagère néerlandaise rescapée de l'incendie est décédée lors de ce transfert vers le port kényan, ont annoncé les garde-côtes italiens. Everentia Spiekermann, 74 ans, a succombé à une occlusion intestinale. Elle a rendu l'âme à bord du *Sky Spirit*, un navire de secours qui était attendu hier soir à Mombasa. Quatre autres navires transportant quelque 500 passagers et membres d'équipage du paquebot coulé étaient attendus hier soir à Mombasa. Le reste des 977 rescapés de l'incendie de l'*Achille Lauro* a été dirigé vers Djibouti et Mascate, dans le sultanat d'Oman.

BANZAÏ SUR LE BAISER

Tokyo (AP) — Au Japon, les amoureux qui «s'bécotent sur les bancs publics» sont à la mode. Et s'ils s'attirent des regards sympathiques de la part des jeunes, ils provoquent une véritable polémique parmi leurs aînés. «Cela me met très mal à l'aise de les voir faire cela», confirme Etsuko Yamashita, 38 ans, qui enseigne l'histoire du féminisme à l'Université des femmes du Japon. «Si mes enfants faisaient cela, je les réprimanderais.» Dans la prude culture nipponne, le baiser représente l'antichambre de l'amour, un prélude à la relation sexuelle. Les Japonais, contrairement aux Occidentaux, ne s'embrassent pas dans la vie courante pour se dire bonjour, merci ou au revoir, mais multiplient les courbettes. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le baiser avait une connotation telle qu'il était même interdit à l'écran mais l'influence du cinéma américain a eu raison de ce tabou. Avec des limites tout de même: les court-métrages qui devaient s'embrasser devant la caméra utilisaient un mouchoir en papier pour éviter le contact de leurs lèvres. Puis, insidieusement, le baiser est apparu dans les spots publicitaires à la télévision.

Donnez! Donnez!



PHOTO JACQUES GRENIER

C'ÉTAIT LA GUIGNOLÉE et il n'y a pas d'âge pour faire du bénévolat. Le jeune Maxime Séguin, accompagné de Diane Lizotte, a cogné aux portes des foyers montréalais, hier, pour recueillir denrées non périssables et espèces sonnantes. Les dons ainsi amassés sont destinés aux moins nantis et ils seront distribués sous forme de paniers de Noël. Plus de 200 camions de la Société canadienne des Postes se sont chargés de transporter les dons à bon port.

Malgré les problèmes de santé de Lucien Bouchard

L'échéancier référendaire devrait tenir, estime Charest

PRESSE CANADIENNE

Le chef du Parti conservateur Jean Charest estime que les problèmes de santé du chef du Bloc québécois Lucien Bouchard ne devraient pas modifier le moment de la tenue du référendum sur la souveraineté du Québec en raison notamment des coûts économiques qu'entraîne l'incertitude.

«Je pense que l'échéancier tient toujours», a soutenu M. Charest, au cours d'un brunch-bénéfice de son parti auquel assistaient 500 personnes pour 250 \$, hier à Montréal.

«S'il y a un sujet sur lequel M. Parizeau a toujours été très clair au cours de la campagne et même dans les derniers jours, c'est bien celui-là.»

«Depuis des années, il dit qu'il va tenir le référendum en 1995 avec une question claire. Il l'a encore dit la semaine dernière. Je ne vois aucune indication et je n'ai rien entendu donnant à penser que cela va changer. Il doit présenter sa stratégie, qu'ils veulent astucieuse, mardi prochain.»

Compte tenu de l'impératif, de l'importance et compte tenu des conséquences, il faut savoir que tant que cette affaire est en suspens, on paie un prix pour ça dans l'ensemble du pays et au Québec en particulier», a fait valoir M. Charest.

Interrogé sur l'impact politique de l'état de santé de M. Bouchard à qui on a amputé une jambe jeudi dernier, M. Charest s'est montré prudent. Il a indiqué ne pas avoir beaucoup réfléchi à la question et ignorer comment s'ajusteraient les députés du Bloc québécois. «Je n'ai pas réfléchi à la façon dont ils allaient s'ajuster. Il leur appartient d'indiquer leurs intentions», a-t-il dit.

Aux partisans venus l'entendre, le chef conservateur a souligné l'importance de reconstruire le parti pour qu'il soit prêt pour les prochaines élections générales au tournant du siècle.

Il leur a dit que les choses se présentaient bien et que leur présence en témoignait.

«Ce n'est pas mal pour un parti dont on avait annoncé la disparition il y a un peu plus d'un an», a-t-il dit.

M. Charest a, en outre, redit son intention d'apporter trois changements dans les modes de fonctionnement du parti: l'élection du chef au suffrage universel, la formation d'un conseil national et celle d'une commission politique permanente.

Le congrès national du Parti conservateur devant se tenir la dernière semaine d'avril sera une autre occasion d'aborder ces questions, a-t-il signalé.

Les chômeurs ont besoin d'aide pour se recycler, dit Axworthy

Ottawa (PC) — Près de 75 % des Canadiens qui touchent des prestations d'assurance-chômage n'ont pas les compétences qui leur permettraient de se trouver un emploi dans un environnement économique en rapide évolution, estime le ministre des Ressources humaines Lloyd Axworthy.

C'est une des principales raisons pour lesquelles il faut une réforme des politiques sociales: pour mettre l'accent sur la formation, ajoute-t-il dans une émission qui doit être diffusée à l'émission de télévision *NewsWorld*, au réseau anglais de Radio-Canada, aujourd'hui.

«Il y a 10 ou 12 ans, quand j'étais ministre de l'Emploi, de 75 à 80 % des gens qui se présentaient à nos bureaux étaient formés pour les emplois disponibles. Aujourd'hui, c'est complé-

tement l'inverse.» M. Axworthy tenait ces propos au Forum de la Reine sur la politique sociale qui avait lieu récemment en Angleterre. L'événement était parrainé par l'université Queen's de Kingston, en Ontario et CBC, qui transmettra les débats par tranches, à compter de ce soir.

À mesure que les pays passent d'une économie industrielle à une économie fondée sur la connaissance et l'information, beaucoup de gens sont laissés pour compte, dit M. Axworthy. Il lui paraît impératif que des pays comme le Canada revoient leurs politiques sociales avant que ne se multiplie le nombre de personnes — jeunes ou vieux — mal préparés et incapables de s'ajuster au marché changeant de l'emploi.

Maladies infantiles: succès éclatant du téléthon

LE DEVOIR

Le téléthon de la recherche des maladies infantiles a obtenu un succès éclatant cette année, selon les responsables de la XVIII^e édition de l'événement.

En effet, cette émission, diffusée parallèlement au cours du week-end, aux réseaux de Télévision Quatre Saisons, et à CFCF-12, a permis de récolter 3 201 166 \$. Cette somme sera partagée entre trois des grands hôpitaux en recherche pédiatrique du Québec, soit l'hôpital Sainte-Justine, l'hôpital pour enfants de Montréal, et le centre hospitalier de l'Université Laval (CHUL) de Québec.

Les organisateurs se sont d'autant plus réjouis du succès de l'événement que la température invitait plutôt les téléspectateurs ce week-end à s'en aller à l'extérieur, et que le tout s'est déroulé en période de crise économique. Pour la première fois cette année, le téléthon a été diffusé en deux langues, soit en français à Quatre Saisons, et en anglais à CFCF. Ce sont le Téléthon des Étoiles, et le Conseil des Clubs de services, qui sont chargés de cet événement.

Ils ont clairement indiqué aux donateurs la destination et l'utilisation exactes des sommes envoyées.

NE PAYEZ PAS UN SOU... AVANT 1995!!!

GOLF CL
1995



249,00 \$
par mois**

ET PROFITEZ DE NOËL AVANT NOËL! *

* Obtenez sans frais 4 pneus d'hiver et le chauffe-moteur à l'achat ou à la location d'une Golf ou Jetta neuve.

** Crédit-bail V.C.I. de 60 mois avec V.R.G. de 5 370,00 \$ pour une Golf CL 1995 2 portes, 5 vitesses, transmission manuelle avec radio-cassette. La première mensualité et les frais de préparation de 695 \$ sont payables 30 jours après la prise de possession du véhicule. 100 000 km gratuits, 0,105 par km additionnel. Taxes, assurances et immatriculation en sus. Sujet à l'approbation de V.C.I.

Ces offres sont valables du 5 au 24 décembre 1994 sur véhicules en inventaire et ne peuvent être jumelées à d'autres offres ou promotions.

LES AUTOMOBILES
Popular
MONTREAL

5441, rue Saint-Hubert, Montréal
274-5471



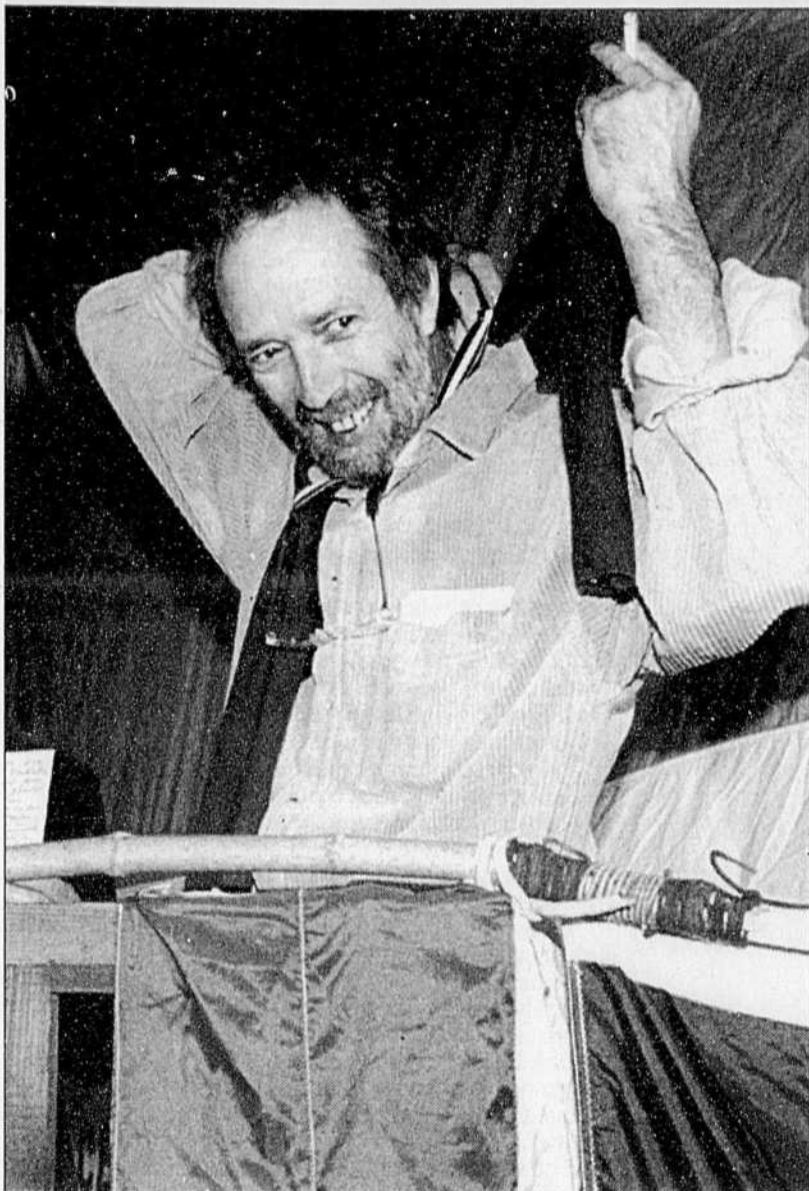


PHOTO JACQUES GRENIER

Pierre Falardeau passant sa médaille: deuxième récipiendaire.

La cuvée des Patriotes

Falardeau, honoré

STÉPHANE BAILLARGEON
 LE DEVOIR

Le cinéaste Pierre Falardeau a reçu hier le Prix Jean-Olivier-Chénier du Mouvement souverainiste du Québec (MSQ). La cérémonie s'est déroulée devant plus de 400 personnes réunies dans les locaux de l'Union française, rue Viger Est, à Montréal.

C'est la deuxième année consécutive que le «Prix du patriote» est décerné. En 1993, le chanteur Tex Lecomte devenait le premier récipiendaire de la récompense qui porte le nom d'un des leaders de la Rébellion des événements de décembre 1837.

Le chanteur a lui-même expliqué le choix du récipiendaire de 1994. Il a rappelé que Pierre Falardeau a récemment réalisé *Octobre*, un long métrage sur les événements de 1970, et le *Temps des bouffons*, un documentaire tourné lors d'une fête annuelle du Beaver club, accompagné d'un commentaire qui ridiculise «la haute bourgeoisie».

«Le *Temps des bouffons*, tout le monde doit le voir», a dit M. Lecomte pendant qu'un membre du MSQ arborant un costume d'antan (avec haut-de-forme, redingote et tout ce qu'on pouvait voir dans le documentaire) passait une petite médaille au cou du héros du jour. On lui a aussi remis une statuette de bois «gossé» représentant le Docteur Chénier.

Pierre Falardeau a commencé son discours de remerciement en expliquant qu'il s'était donné comme règle de ne pas accepter de prix. «Des prix comme l'Ordre du Canada ou le Prix d'Excellence de la Presse», a-t-il précisé, sous les huées de la foule.

Le cinéaste a également évoqué l'épreuve que traverse le chef du Bloc Québécois.

«Ce que j'ai bien aimé dans la maladie de Lucien Bouchard, a-t-il dit, c'est qu'on a senti qu'il se passait de quoi avec le peuple. Quand Jeanne Sauvé est morte, ça ne vibrerait pas.

Les médias ont essayé de nous faire croire que ça vibrerait, mais c'est pas vrai.»

Le «patriote 1994» a finalement demandé aux gens d'agir pour que le «OUI» l'emporte au prochain référendum sur la souveraineté. «Si ça passe pas cette fois-là, ça va être notre faute. Si ça passe pas on mérite pas d'exister comme peuple. (...) On n'a pas le droit de perdre. Et ceux qui vont jouer contre nous doivent être conscients qu'un jour ces choses-là vont se payer. C'est une question de vie ou de mort.»

Cartes de souhait

Ces déclarations ont été accueillies par une ovation debout, des applaudissements à tout rompre et des cris de joie. Dans un coin de la salle, on invitait d'ailleurs les gens à signer des cartes de souhait à l'intention de M. Bouchard.

Elles ont ensuite été déposées à l'hôpital Saint-Luc, par une délégation de quelques personnes conduites par Ivano Vellone, président du MSQ, qui parlait hier de M. Bouchard comme «du plus grand patriote du Québec moderne».

Plus tôt dans la journée la foule avait été stimulée dans ses ardeurs nationalistes par la présentation d'une pièce de théâtre intitulée *1837-1838, le vrai soulèvement*. Il y était en fait question des événements qui se sont déroulés entre le 15 mai 1837 et 1849, du premier appel de Papi-neau à l'amnistie de certains rebelles. Chénier, de Lorimier et les autres Patriotes étaient joués par des amateurs.

La foule, où l'on comptait peu de jeunes, a souvent réagi pendant les «scènes». Les spectateurs huaient à la mention d'un nom britannique mais applaudissaient les héros francophones, comme si la haine de l'Anglais autant que la fierté franco-québécoise cimentaient cette assemblée.

Le MSQ existe depuis 1989. Il affirme compter environ 2000 membres.

La CSN veut dire son mot dans les hôpitaux universitaires

Rochon doit «tenir compte du point de vue des employés»

STÉPHANE BAILLARGEON
 LE DEVOIR

La CSN demande au ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Jean Rochon, de «tenir compte du point de vue des employés» et «d'établir sans délais plus de transparence dans le dossier des centres hospitaliers universitaires de la région de Montréal».

«On veut être entendu avant que le ministre ne prenne une décision: un des principes en réorientation du travail, c'est que les employés soient impliqués dans les décisions de changement», a dit hier Marc Laviolette, vice-président de la Centrale, dans les locaux de son organisation, rue de Lorimier, à Montréal. Il était notamment en compagnie de Francine Lévesque, vice-présidente de la Fédération des Affaires sociales de la CSN.

La Centrale et ses organismes affiliés du Réseau de la Santé et des Services sociaux représentent environ 10 000 employés des centres hospitaliers de la région métropolitaine. «On ne veut pas que la réorganisation serve de prétexte à la rationalisation financière plutôt qu'à l'amélioration des services à la population et au respect des employés», dit Francine Lévesque.

Dix établissements hospitaliers sont affiliés à des universités dans la région. Le ministère de la Santé songe à réduire ce nombre. La dispersion des résidents et des professeurs occasionnerait une perte de temps et d'argent importante. Il en coûterait aussi beaucoup pour doter tous ces hôpitaux d'équipements hautement spécialisés (comme les scanners).

À Montréal, du côté francophone, on compte six hôpitaux affiliés à l'Université de Montréal pour l'enseignement des disciplines médicales et chirurgicales: Notre-Dame, Hôtel-dieu, Maisonneuve-Rosemont, Saint-Luc, Sacré-Cœur et Sainte-Justine.

De l'autre côté de la barrière linguistique, on compte quatre hôpitaux affiliés à l'Université McGill: l'Hôpital général, l'Hôpital pour enfants de Montréal, l'Hôpital juif et le Royal Victoria.

Mais les solutions pour réorganiser ce vaste réseau ne font pas l'unanimité.

Ainsi, les établissements hospitaliers ont rejeté la proposition de la firme de consultants CGO, qui conseillait en avril dernier de réduire de six à quatre le nombre d'hôpitaux universitaires francophones, en regroupant d'une part l'Hôtel-Dieu et l'hôpital Notre-Dame pour en faire un mégacentre hautement spécialisé et d'autre part les hôpitaux Maisonneuve-Rosemont et Saint-Luc.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas se prononcer sur le détail des recommandations du rapport de la firme CGO, ni dévoiler leurs demandes précises dans ce dossier. Ils se contentent de répéter que l'on doit étendre le débat. «On n'a pas d'autre rapport alternatif, a dit André Lapierre, des Services de recherche de la CSN. C'est de là que naît l'inquiétude parce que CGO n'a en tête que de rationaliser à l'aveuglette.»

«Les anglophones ont discuté avec leurs employés, a conclu Arthur Sandborn, président du Conseil central de Montréal. On veut la même chose du côté francophone.»

Les jeunes lisent, merci

Québec (PC) — Les jeunes bouffent les livres, a-t-on l'habitude de dire. Pourtant, selon deux enquêtes menées par le ministère de l'Éducation, non seulement les jeunes aiment lire, mais ils y consacrent plus de temps que les adultes. Les filles davantage que les garçons. Et là-dessus, le Québec n'a rien à envier à la France.

Ces données proviennent non pas d'une, mais de deux enquêtes menées par le ministère de l'Éducation auprès des élèves du niveau secondaire. La première a rejoint plus de 5000 d'entre eux, fréquentant les institutions publiques et privées, la seconde visait à comparer le Québec à la France en ce qui a trait à la compétence et aux pratiques de lecture. Environ 1700 jeunes d'ici, et presque autant outre-Atlantique, furent interrogés.

Un des points d'intérêt de l'étude québécoise est d'avoir su établir le lien entre la réussite scolaire et l'intérêt pour les livres. A cette fin furent utilisés les résultats de juin 1993 à l'épreuve unique de rédaction française en 5e secondaire. On les a croisés avec les réponses aux questions portant sur le nombre d'heures réservées à la lecture.

Il en ressort que les gros lecteurs — six à 10 heures par semaine — obtiennent les meilleurs résultats: 69%. À l'inverse, ceux qui lisent moins d'une heure par semaine ne dépassent pas 61%.

Les parents qui depuis toujours encouragent leurs enfants à lire étaient donc bien inspirés. Ce qu'ils ne savaient pas toutefois, c'est que l'amour des livres, plus encore que le temps passé en leur compagnie, est significatif. Voilà une des grandes révélations de cette enquête.

Une autre, qui ne manque pas non plus d'intérêt, concerne l'influence de la télévision. Malgré tout le mal qu'on en dit, cette enquête nous apprend qu'il n'y a pas de risque à la regarder un peu (moins de cinq heures par semaine). Le fait de ne pas la regarder du tout n'a aucune incidence sur la réussite scolaire.

De même, les jeunes qui ont un emploi rémunéré (moins de 10 heures par semaine) ne sont pas pour autant pénalisés. Cette remarque vaut aussi pour la pratique des sports.

Par ailleurs, le niveau de scolarité des parents n'est pas sans rapport avec la réussite. Plus ils ont étudié longtemps, meilleures sont les chances que leurs enfants se classent bien. On remarque cependant que les efforts des jeunes ne sont pas inutiles. Le temps accordé à leurs travaux scolaires aide à compenser le déficit de départ.

Cette enquête s'intéresse en outre aux choix de lecture des adolescents. Elle laisse voir une évolution que les chercheurs attribuent à l'essor de la littérature-jeunesse au Québec. Ce constat vient de ce qu'on a pu comparer avec une autre étude ministérielle, effectuée en 1980. On y déplorait «la surreprésentation des ouvrages américains au détriment des œuvres de fiction québécoises».

Stephen King et Mary Higgins Clark ne sont pas pour autant déclassés, mais sur le total de 25 000 mentions attribuées à l'ensemble des auteurs, ils en récoltent moins de 2000. D'autres noms figurent, et en bonne place, tels Robert Soulières, Denis Côté, Raymond Plante, Chrystine Brouillet...

Le CN cherche à faire dérailler une éventuelle acquisition du CP

PRESSE CANADIENNE

Le Canadien National entreprend aujourd'hui de convaincre une agence fédérale d'empêcher son ancien rival, le Canadien Pacifique, de prendre le contrôle d'une compagnie de transport maritime.

Canadien Pacifique a annoncé en juillet dernier la conclusion d'un accord en vue de se porter acquéreur de Cast Amérique du Nord, le propriétaire de cinq porte-conteneurs qui viendraient s'ajouter à sa propre flotte de 15 navires.

La fusion de Cast et de la filiale de CP, Canada Maritime, créerait la plus importante société de transport de conteneurs de l'Atlantique Nord et du port de Montréal, lui-même le plus important port de conteneurs au Canada.

Canadien National avance que la transaction éliminerait la concurrence de l'industrie du transport de conteneurs et a demandé à l'Office national des transports de ne pas autoriser la prise de contrôle, initialement prévue pour le 31 octobre dernier.

Dans le mémoire qu'elle soumettra à l'Office, la société Canadien National explique que la nouvelle entreprise de transport combiné de conteneurs contrôlerait 84% du transport maritime entre Montréal et l'Europe. Elle dominerait aussi le transport ferroviaire de conteneurs entre le port de Montréal et des destinations intérieures comme Toronto et Chicago.

«La question du monopole nous préoccupe», a indiqué vendredi le porte-parole de la compagnie, Alain Bergeron.

Toujours selon le CN, tout compétiteur potentiel serait écarté et Canada

Maritime pourrait hausser ses prix à volonté. De son côté le président du conseil de CP, M. Bill Stinson, a dit que sa compagnie fera valoir que le port de Montréal continuera d'affronter la concurrence des autres ports de la côte Est, comme ceux de New York et de Halifax, pour le transport de conteneurs.

L'Office des transports peut empêcher la prise de contrôle s'il juge que l'acquisition va «à l'encontre de l'intérêt public». CP n'a pas dévoilé le prix d'achat de Cast mais selon certaines informations, il s'agirait d'un montant de l'ordre de 70 millions \$ CAN.

Cast appartient à plusieurs propriétaires, y compris la Banque Royale du Canada. Elle déclare des revenus annuels d'environ 420 millions \$ et emploie environ 500 personnes.

Harcèlement sexuel en hausse à la suite d'un jugement?

St. Catharines, Ont. (PC) — Les organismes de défense des droits des femmes craignent les répercussions qu'un jugement récent risque d'avoir sur leur lutte contre le harcèlement sexuel au travail.

Un juge de St. Catharines, en Ontario, a statué la semaine dernière que la compagnie General Motors avait eu tort de congédier un superviseur chargé de la sécurité pour avoir proféré des grossièretés et des allusions sexuelles à proximité de cinq employées subalternes.

Le juge William Dandie a déclaré que les propos à caractère sexuel et les gros mots étaient la norme dans le service de sécurité de l'usine de GM à St. Catharines, signifiant par là que le comportement du superviseur n'avait rien d'exceptionnel et qu'il ne constituait donc pas du harcèlement sexuel. Le superviseur, Alan Bannister, âgé de 53 ans, a été congédié il y a quatre ans. On lui a accordé 120 000 \$ d'indemnisation.

Un tel jugement «devrait nous troubler», a réagi Mme

Glenda Simms, la présidente du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. «J'ai été très troublée par l'affirmation implicite selon laquelle si cela fait partie de la culture établie (d'un lieu de travail), alors ce n'est pas du harcèlement.» La Commission ontarienne des droits de la personne considère habituellement que l'employeur est responsable si «tout l'environnement pose problème, si l'atmosphère générale de travail est empoisonnée», a expliqué son porte-parole Colin Bernard.

«L'employeur a la responsabilité de s'assurer que le harcèlement sexuel est absent du milieu de travail.»

Mme Simms a fait remarquer que visiblement, la compagnie avait jugé la situation suffisamment grave pour congédier le superviseur. Mais, a-t-elle ajouté, pendant des années, la compagnie a toléré un environnement empoisonné. Chez GM, on réfute l'affirmation du tribunal selon lequel les comportements sexistes sévissaient à grande échelle.

L'informatique fait une timide entrée

Les écoliers russes commencent à être branchés

Moscou (AP) — Les écoliers russes commencent à être branchés. De rares ordinateurs font leur apparition dans les établissements scolaires mais il reste encore du chemin à parcourir avant que l'informatique ne fasse partie intégrante de l'enseignement donné aux enfants.

A l'école 728 de Moscou, le seul ordinateur de l'école est relégué dans une pièce sans fenêtre, mais les élèves, aux interclasses ou après les cours, s'entassent dans la pièce pour travailler à la fabrication du journal électronique de l'école, *Zone sud*, envoyer du courrier électronique à leurs camarades du Minnesota ou encore apprendre les langues vivantes.

«Regarde, je peux taper en anglais», fanfaronne Sacha, 12 ans. «Même son grand frère ne sait pas le faire». Son copain Aliocha s'amuse à lire les messages des petits Américains: «Ils sont plutôt rigolos. Il y a en a un qui se demande si la Russie est plus grande que la Californie.»

Si l'école 728 est équipée d'un ordinateur relié au réseau mondial Internet — ce qui permet à n'importe quelle autre personne connectée de lire le journal de l'école, par exemple —

c'est grâce à l'Université de Californie, qui a fait un prêt de longue durée à l'école. Le branchement sur le réseau Internet, lui, est offert par Glasnet, exploitant du réseau en Russie. Il vient que la fabrication de *Zone sud* revient moins cher qu'à l'époque du papier.

Mais rares sont les écoles à bénéficier d'un tel privilège. Seules 300 écoles russes ont accès à Internet, sur les 65 000 que compte le pays.

«Ce chiffre n'est pas glorieux par rapport à la taille du pays», reconnaît Olga Galkina, qui est à l'origine de ce projet de journal. «La Russie ne sera pas informatisée du jour au lendemain.»

Il faut dire que la direction de l'école ne prête qu'un intérêt limité à l'enseignement de l'informatique. D'autres choses sont plus urgentes à régler: le chauffage défectueux, les manuels scolaires qui datent de l'ère soviétique. «Oui, je sais qu'il se passe quelque chose par là-bas», se contente de dire Nina Mikhailova, qui s'occupe des relations avec les élèves, depuis son bureau situé dans une autre aile du bâtiment. «Mais cela ne nous concerne pas. Nous n'utilisons pas d'ordinateurs par ici.»



SUBARU

LIQUIDATION

1994

IMPREZA 1994
4DL5S-X6





11 995\$*

Renseignez-vous à propos du programme d'assistance d'urgence routière Subaru, en collaboration avec l'Association Canadienne de l'Automobile (CAA)

SUBARU AUTO CENTRE
Montréal (514) 937-4235

CRISTOFARO SUBARU
Montréal (514) 270-1159

AUTOMOBILE LAVIGNE
St-Jacques (514) 457-5327

SUBARU REPENTIGNY
Repentigny (514) 385-9930

LACHUTE SUBARU
Brossard (514) 542-0262

SUBARU STE-AGATHE
Ste-Agathe-des-Monts (819) 326-1690

LABELLE SUBARU
Ste-Rose (514) 963-8666

SUBARU VALLEYFIELD
Valleyfield (514) 371-0322

SUBARU ST-JÉRÔME
St-Jérôme (514) 438-7474
Montréal (514) 437-5186

CONCEPT AUTOMOBILE
Granby (514) 372-2007

ST-JEAN SUBARU
St-Jean (514) 347-8555

A.D.M. Automobiles
SUBARU DE LAVAL
(514) 668-0021

JOLIETTE SUBARU
Joliette (514) 755-1055

SUBARU LONGUEUIL
Longueuil (514) 677-6361

Transport, taxes et préparation en sus

Qualité japonaise à un prix abordable

• LE MONDE •

EN BREF

REMANIEMENT
EN ALBANIE

Tirana (Reuter) — Le président Sali Bérisha a limogé hier huit ministres et supprimé sept ministères à l'occasion du plus important remaniement du gouvernement albanais depuis l'arrivée au pouvoir, il y a près de trois ans, de son Parti démocrate. Un ministre sortant a également démissionné et quatre nouveaux portefeuilles ont été créés. Ce remaniement, annoncé par la télévision nationale, intervient un mois après le rejet par référendum d'un projet gouvernemental de nouvelle constitution. Au lendemain du référendum du 6 novembre, le chef de l'État avait déclaré qu'il s'agissait d'un vote de protestation contre le manque d'efficacité et la corruption du gouvernement. Il avait promis de prendre des mesures correctives dès que possible.

RETRAIT US DU KOWEÏT

Koweït (AFP) — Les troupes terrestres américaines dépêchées au Koweït en octobre à la suite du déploiement d'unités d'élite irakiennes près de la frontière de l'émirat se retirent et seront toutes rentrées avant Noël, a-t-on appris hier de source militaire américaine. Les quelque 7000 soldats concernés se retirent par petits groupes en laissant sur place le gros du matériel militaire qu'ils avaient apporté, a-t-on ajouté de même source. «Toutes nos forces terrestres venues ici à la suite du déploiement irakien près de la frontière koweïtienne passeront Noël en famille», a-t-on indiqué de même source, en ajoutant que le retrait avait commencé à la mi-novembre.

ÉCHEC À TAÏWAN

Taipei (AFP) — L'opposition taïwanaise, hostile à toute réunification avec la Chine, a infligé un cuisant échec au Kuomintang, parti au pouvoir depuis 45 ans, en emportant la mairie de Taipei lors des premières élections municipales libres organisées dans le pays. C'est la première fois que les électeurs de Taïwan avaient le choix entre les candidats de plusieurs partis, après un règne sans partage des nationalistes du Kuomintang, qui avaient été chassés de Chine en 1949 par les communistes de Mao Tse-Toung. En revanche, le Kuomintang a remporté les deux autres plus importants postes à pourvoir lors de ces premières élections municipales libres organisées dans l'île après plus de 40 ans de parti unique : celui de maire de Kaohsiung, la deuxième plus grande ville du pays, et celui — très important — de gouverneur de Taïwan, qui administre l'ensemble de l'île, excepté Taipei et Kaohsiung.

DES RWANDAIS
SERONT EXPULSÉS

Kinshasa (Reuter) — Le Zaïre a l'intention d'expulser systématiquement les réfugiés rwandais commettant des délits sur son territoire, a annoncé le gouverneur du Nord-Kivu, Moto Mumpenda, cité hier par la télévision d'État. Il y a une semaine, les Zaïrois avaient remis au nouveau gouvernement rwandais, à dominante tutsie, 37 réfugiés hutus. Pour le gouverneur, cette initiative, critiquée par le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), s'inscrit dans le cadre d'une opération «systématique et non ponctuelle». D'après la télévision, 18 réfugiés hutus actuellement détenus après avoir été soupçonnés d'avoir été mêlés à de récents affrontements à Rutshuru, au nord de Goma, devraient être prochainement expulsés.

20 MORTS AU BURUNDI

Bujumbura (AFP) — Plus de vingt personnes ont été tuées dans la nuit de jeudi à vendredi dans le nord du Burundi dans une attaque à la grenade et au fusil d'assaut, a annoncé hier la radio nationale. Par ailleurs, en raison de la crise politique qui sévit au Burundi, le premier ministre, M. Anatole Kanyenkiko, a écourté son séjour en Europe et est rentré hier matin, a précisé la radio, en affirmant qu'il n'était pas question pour lui de démissionner. Le principal parti d'opposition, l'Unité pour le Progrès national (UPRONA, dominé par la minorité tutsie), dont M. Kanyenkiko est membre, a menacé de quitter le gouvernement et le parlement, pour protester contre la nomination du président de l'Assemblée nationale, M. Jean Minani, qu'il considère comme un extrémiste.

La droite dans la rue pour soutenir Berlusconi

Rome (AFP) — Quelque cent mille manifestants de droite sont descendus dans la rue ce week-end pour soutenir Silvio Berlusconi, au moment où le chef du gouvernement italien fait face à des accusations de corruption et où son mouvement, Forza Italia, est en chute libre aux municipales.

Il y a quinze jours, lors du premier tour des municipales partielles, Forza Italia avait remporté 8,4 % des voix contre 30,6 % aux élections européennes de juin dernier, et 21 % lors des élections législatives de mars.

Hier, un million et demi d'Italiens se rendaient aux urnes et les duels les plus importants avaient lieu dans

six villes moyennes: Brescia, Sondrio et Trévise au nord, Massa Carrara au centre, et Brindisi au sud.

La majorité est partie divisée à la bataille et la gauche modérée expérimente de nouvelles alliances avec le centre démocrate-chrétien. À Brescia, bastion de la Ligue du nord (parti de la coalition gouvernementale), l'ancien secrétaire de la Démocratie chrétienne et fondateur du nouveau Parti populaire italien (PPI) Mino Martinazzoli, soutenu par la gauche, a obtenu 43 % des voix au premier tour contre 27,8 % au ministre de l'Industrie Vito Gnuttì (Ligue). Il a de bonnes chances d'être élu.

Ces municipales interviennent

dans une situation très particulière et prennent valeur de test national. Entre les deux tours, plusieurs événements importants ont eu lieu : l'ouverture d'une information judiciaire contre Silvio Berlusconi, l'exacerbation des tensions au sein de la majorité et la signature d'un accord entre syndicats et gouvernement.

C'est la deuxième fois ce week-end que les troupes de Silvio Berlusconi se sont mobilisées «contre les juges et les communistes» pour soutenir le chef du gouvernement depuis que les magistrats milanais lui ont envoyé, il y a dix jours, un avis d'ouverture d'une information judiciaire pour corruption dans le cadre

de son groupe Fininvest.

La droite a clairement indiqué qu'elle pouvait elle aussi occuper la rue comme la gauche l'avait fait de façon spectaculaire le 12 novembre dernier lors d'une manifestation jamais vue en Italie d'un million et demi de personnes contre la politique de Silvio Berlusconi.

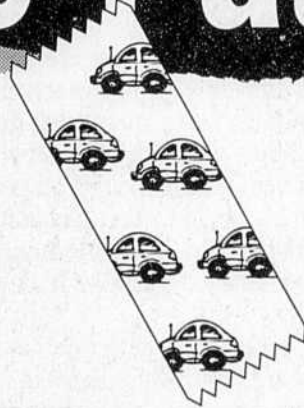
Dimanche dernier, une première manifestation avait rassemblé quelque 10 000 personnes qui avaient défilé à Turin, parfois de façon agressive avec des relents racistes. Hier, 20 000 personnes ont défilé plus sagement dans le centre de la capitale pour défendre «leur victoire électorale du 27 mars der-

nier contre les catho-communistes».

Alliance nationale (parti néofasciste de la coalition gouvernementale) était également très présent avec ses propres banderoles et ses mots d'ordre hostiles à la presse télévisée. «Télé-Montecarlo, RAI-3, Communistes déguisés en journalistes», disait l'une d'elle.

Samedi d'autres manifestations pro-Berlusconi ont eu lieu dans le nord à Milan (10 000 personnes) et à Florence (3000), dans le sud à Palerme (2000), et à Naples (20 000) où les manifestants ont comparé le chef du gouvernement au patron de la ville, Saint-Janvier, dont le sang se liquéfie «miraculeusement» chaque année.

Comment expliqueriez-vous à votre conjoint que vous avez dû vendre l'auto ?



Une personne sur trois risque de souffrir d'une invalidité.

Ça n'arrive qu'aux autres ! Or, au cours des cinq dernières années, 100 000 emprunteurs Desjardins ont bénéficié de l'assurance invalidité. Avec seulement 66 % de votre revenu, versé par votre assurance salaire, parviendrez-vous à maintenir votre niveau de vie ? Bougez avant de tout perdre ! L'assurance invalidité de l'Assurance prêt Desjardins vous permettra de parer les coups durs.

Assurance invalidité sur prêt hypothécaire Desjardins gratuite pendant un an.

Pour tout nouveau prêt hypothécaire contracté à une caisse Desjardins, et versé entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1995, l'assurance invalidité vous sera offerte gratuitement pendant 12 mois. C'est comme si vous receviez un chèque de 760 \$*.

Communiquez sans tarder avec votre caisse.

Assurance
PRÊT
Desjardins

Assurance-vie
Desjardins

*Calcul basé sur un nouveau prêt hypothécaire de 70 000 \$ amorti sur 15 ans, au taux de 8 %, pour un couple de 30 ans ayant adhéré à l'option totale de l'assurance invalidité de l'Assurance prêt Desjardins. Offre valide dans les caisses participantes jusqu'au 30 juin 1995, pour tout nouveau détenteur d'un prêt hypothécaire qui adhère à l'Assurance prêt Desjardins. L'assurance invalidité est offerte gratuitement pour les douze premiers mois de l'assurance. Pour bénéficier de cette offre, l'emprunteur doit préalablement adhérer à l'assurance vie, remplir une demande d'assurance et satisfaire aux conditions d'admissibilité et d'assurabilité. La caisse se réserve le droit de mettre fin en tout temps à cette promotion.



Desjardins

L'incroyable force de la coopération.

ROBIC
DEPUIS 1892

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H3Y 3K2
Tél. (514) 945-7874 Fax. (514) 988-0000
La maîtrise des intangibles

É D I T O R I A L

Le grand rêve est terminé

Gilles Lesage

«Le grand rêve est terminé», a lancé le premier ministre à l'Assemblée nationale, jeudi, pour bien marquer que le report indéfini de Grande-Baleine est sans appel. Il a ainsi coupé court à l'attente de tous ceux (entreprises, syndicats, opposition libérale) qui croyaient qu'il s'agissait d'un coup de tête et qu'il fallait redonner vie à l'épopée de l'énergie du Nord conçue par Robert Bourassa. Soudaine en apparence, cette décision de Jacques Parizeau était prévisible depuis au moins trois ans. Mais elle ne doit pas servir de prétexte pour agir avec hâte dans d'autres dossiers et escamoter le débat nécessaire sur l'ensemble de la question énergétique.

Les raisons invoquées par le chef du gouvernement étaient et demeurent valables. Depuis la récente récession, la demande, aussi bien ici qu'à l'étranger, a diminué de façon considérable, au point que les lucratifs contrats mijotés sous M. Bourassa ont fondu comme neige au soleil. Les besoins prévisibles au cours des prochaines années peuvent être comblés par d'autres sources, notamment sur la Côte-Nord. Et, tout en mettant sur la glace la grandiose phase 2 de la Baie James, il faut en profiter pour revoir, en toute transparence et sérénité, les projets, les priorités et les moyens adéquats pour les atteindre.

Il y a 11 ans, alors qu'il tentait de barrer la route au retour de M. Bourassa à la tête des libéraux, Daniel Johnson dénonçait la manie des mégaprojets et s'en prenait au développement forcené de la Baie James. Il mettait de l'avant des solutions moins spectaculaires et plus respectueuses de l'environnement. Le jeune député de Laurier, Christos Sirros, était l'un des rares élus qui appuyaient son collègue de Vaudreuil. Celui-ci, devenu premier ministre puis chef de l'opposition, ainsi que son ancien ministre des Ressources naturelles, convertis à l'énergie du Nord de leur ancien chef, s'en sont pris lourdement à la décision de M. Parizeau.

Il est vrai, comme dit M. Johnson, que la construction de grandes centrales a permis au Québec de bénéficier de retombées économiques importantes et de développer une expérience considérable, très recherchée à l'étranger. Il est vrai qu'il y a là une filière créatrice de milliers d'emplois, grâce à une ressource renouvelable et propre. Le problème, et il est énorme, c'est que le Québec n'a tout simplement pas besoin, en ce moment et pour une quinzaine d'années à venir, de mettre en marche un chantier aussi gigantesque. Cette richesse ne se perd pas, heureusement, et il sera toujours temps d'y revenir quand la demande, interne et externe, se fera sentir.

M. Parizeau, qui a le sens de la formule-choc, a repoussé les nombreuses critiques, y compris celles de ses alliés syndicaux, en expliquant que le projet Grande-Baleine était devenu un marécage dans lequel il n'avait pas l'intention de s'embourber davantage. Il faisait aussi état d'études d'impact, au coût de plus de 250 millions \$, qu'il faudrait à toutes fins utiles reprendre depuis le début. Ce en quoi il a tort. Il est exact que le rapport conjoint de cinq comités d'experts conclut que les études d'Hydro-Québec, étalées sur dix ans, sont incomplètes. De façon générale, elles sont toutefois d'excellente qualité et on devrait les compléter, au lieu de les mettre en attente. Ainsi que l'a fait ressortir le président Paul Lacoste, ce serait du gaspillage que de les abandonner, si près du but, et il faudra y revenir un jour ou l'autre.

Qualifiant Grande-Baleine de «mirage au milieu d'un marais», dans son discours inaugural de mardi dernier, M. Parizeau en a remis le lendemain en déclarant tout de go qu'il ne faisait pas confiance aux prévisions d'Hydro-Québec. Tout un pavé dans la mare de notre chère société étatique. «Jamais, de mon siège, je ne m'appuierais sur des projections d'Hydro-Québec, lance le chef du gouvernement. Ça fait trop longtemps que j'en vois.» Étrange, tout de

même. Comme si les prévisions n'étaient pas que cela, des prévisions, si raffinées soient-elles, et comme si elles ne devaient pas être révisées sans cesse. Prévoir la demande énergétique dans 10 ou 15 ans, c'est comme prédire les taux d'intérêt. M. Parizeau le sait pourtant aussi bien, sinon mieux, que quiconque.

Le lendemain, conscient de l'impact de ses propos à l'emporte-pièce sur la confiance des actionnaires (nous tous) et des investisseurs envers Hydro-Québec, M. Parizeau s'est, élégamment, excusé de sa manière «un peu cavalière». Il n'en reste pas moins, et il a été très clair, que «le grand rêve est terminé» et que son gouvernement, ni avant ni après le référendum, n'a l'intention de s'y embourber. Voilà qui devrait clore le bec à MM. Johnson, Sirros et autres critiques qui prétendent, sans preuves, qu'il s'agit d'un hochet pré-référendaire, notamment pour amadouer M. Coon-Come et les Cris du Nord.

En revanche, l'opposition a raison de s'inquiéter de la prise de décision au sein du gouvernement et de la concentration des pouvoirs autour du premier ministre. Selon toute apparence, les ministres responsables du dossier n'ont pas eu part directement à la décision annoncée par le premier ministre, il y a 15 jours. «Cela illustre un inquiétant phénomène de concentration de pouvoir entre les mains du premier ministre et de son entourage non élu, aux dépens des responsables officiels, a relevé M. Johnson avec pertinence, mercredi. C'est un phénomène dont les indices se multiplient et auquel les observateurs commencent à s'intéresser, tout comme les militants de son parti, d'ailleurs.»

Cette tendance se manifeste dans l'annonce de décisions avant même que le débat ne se fasse. Si la fin du rêve de Grande-Baleine était inévitable, la situation n'est pas aussi évidente pour plusieurs autres questions concernant Hydro-Québec et l'ensemble du dossier. Par exemple, M. Parizeau a profité de son discours inaugural pour annoncer que le gouvernement va, «avec le dépôt de deux projets de loi, revenir à la structure de direction d'origine de la Caisse de dépôt et placement et de la société Hydro-Québec. Elle avait fait ses preuves», explique-t-il. En est-il si sûr? Cette hâte est-elle appropriée?

Plusieurs affirment que non. Dans le cas qui nous occupe, par exemple, la preuve n'est pas faite que la direction biciphale de MM. Richard Drouin et Armand Couture n'est pas bénéfique. Revenir à un seul P.D.G., n'est-ce pas rétrograde? En effet, plusieurs grandes entreprises ont désormais deux présidents à leur tête, l'un s'occupant des grandes orientations, l'autre, de l'exploitation courante. Le gouvernement veut-il user d'un stratagème pour se débarrasser de M. Drouin. «La précipitation du gouvernement s'inspire plus du règlement de compte que de l'analyse sérieuse», accuse Jean-Paul Gagné, dans *Les Affaires*.

Le répit ou le délai que Québec se donne avec Grande-Baleine ne l'autorise nullement à en profiter pour faire comme bon lui semble sans mettre les actionnaires dans le coup. Il serait inacceptable de lancer enfin le grand débat, en gestation depuis trois ans, tout en prenant des décisions qui éliminent des pans entiers du dossier à l'examen public. De grâce, pas de vendetta. La société d'État a des comptes à rendre (notamment sur les conflits d'intérêts de certains administrateurs), mais sans partisanerie, en toute transparence et limpidité.

L E T T R E S

Vieilles histoires aujourd'hui

Il est de ces vieilles histoires qu'on croirait écrites pour être lues et méditées aujourd'hui. Ainsi dans la Bible, au Livre de Ruth, on nous raconte que Booz, riche propriétaire terrien, avait ordonné à ses ouvriers de ne pas moissonner tout le blé afin que les pauvres puissent, en cueillant les épis restés sur le champ, assurer leur subsistance. L'histoire finit bien puisque Booz, qui était seul, se marie avec Ruth, pauvre glaneuse. Elle lui donne un fils, ce qui lui fournit d'autres bras pour travailler la terre et augmenter son capital.

Les statistiques sur la répartition de la richesse créée depuis ces dernières années nous racontent une histoire totalement différente: 90 % de cette richesse a été concentrée entre les mains de 20 % de la population. Pourquoi nos capitalistes modernes ne prennent-ils pas exemple sur Booz? Non! Ils se sentent une obligation religieuse de réaliser le plus petit millième de point de profit. Pour cela, ils n'ont aucune hésitation à corrompre les démocrates, détourner les fonds publics, soutenir les dictatures, polluer les sols, empoisonner l'air et l'eau et surtout, appauvrir des populations entières. Pourquoi? Mais afin d'augmenter un peu leur richesse déjà immense, immoralement immense.

Dieu est peut-être mort mais l'âme humaine a encore soif de spiritualité.

Voltaire et Marx sont bien morts. Mais la Révolution, qu'elle soit de juillet 1789 ou d'octobre 1919, reste encore un moyen de rétablir la justice sociale.

Guy Desrochers
Laval, 23 novembre 1994

À propos d'une photo

Nous vivons des temps de désordre. Dans *Le Devoir* du 28 novembre dernier, en manchette: «Washington reconnaît la victoire des Serbes en Bosnie». En page B3, l'article de l'excellent Normand Cazalais, chroniqueur en tourisme: «L'anglais langue universelle?». Il y a une photo, avec une légende: «La traduction simultanée engendre une augmentation du nombre des participants (...) croit l'Association internationale des villes francophones de congrès».

Sur la photo, deux hommes forts pensifs, dont un coiffé d'écouteurs. Des participants quelconques à un congrès quelconque? On ne sait pas puisque leur identité n'est pas mentionnée. Mais je reconnais Haris Siladzic, premier ministre de Bosnie-Herzégovine et son ministre des Affaires étrangères. Et la photo a été prise à l'ONU l'année passée, lors d'une assemblée spéciale, si ma mémoire est bonne. *Le Devoir* l'a recyclée dans sa section Économie Classe affaires. Je suis rassuré. Visiblement, le désordre recule et quelque chose comme un nouvel ordre se met en place.

Yves Vaillancourt
Montréal, 28 novembre 1994

Les jeunes perdent

En refusant de collaborer avec Ottawa pour la mise en place et le fonctionnement du programme Jeunes-Stagiaires, le gouvernement du Québec se réfugie derrière la facilité et crie au non-respect de la constitution... canadienne! Jacques Parizeau ne veut tellement pas voir Ottawa réussir quelques bons coups qu'il en oublie les intérêts de la population qui l'a élu, et surtout les intérêts des jeunes. Nous, de Génération 18-35, un mouvement de jeunes fédéralistes âgés de 18 à 35 ans, sommes préoccupés de voir le rêve souverainiste des Parizeau, Laurin et Landry passer devant nos priorités économiques et sociales.

En refusant de collaborer au programme fédéral Jeunes-Stagiaires, le gouvernement du Québec prive plus de 1000 jeunes (52 projets sur 121 viennent du Québec) d'avoir la chance de pratiquer leur métier tout en étudiant. Un avantage fondamental quand on sait que les emplois se font rares et que les employeurs recherchent des jeunes avec expérience.

Alors que dans toutes les autres provinces canadiennes, le projet va bon train, les jeunes Québécois, eux, manquent le bateau parce que le gouvernement préfère penser à l'indépendance plutôt qu'aux intérêts de ses citoyens. «M. Parizeau, cessez de pénaliser la génération de demain!»
Isabel Saint-Laurent
Montréal, 25 novembre 1994

Mais le débat
sur l'énergie
ne peut être
escamoté



Illusions perdues

Toute la semaine j'ai été bombardée. De téléphones. De lettres. De remarques tristes ou agressives d'amis ou de moins amis, c'était selon. Une collection imposante de personnes que j'ai peinées en réclamant de madame Malavoy qu'elle quitte l'Assemblée nationale en sus du conseil des ministres. Il y en a même un qui m'accuse de rééditer l'affaire des Yvette.

Tout ce monde a réussi à me troubler, et beaucoup. Au point d'en avoir assez, et le goût de baisser les bras devant l'année politique qui vient.

Car s'il était à refaire, l'éditorial du 26 novembre, je le raidirais encore, j'en remettrais. Parce que je ne savais pas, en l'écrivant, que la députée de Sherbrooke aurait été carrément inéligible à l'Assemblée nationale si la révélation de son infraction à la loi électorale s'était produite en septembre plutôt qu'en novembre, donc qu'elle n'a droit à son siège que pour avoir réussi à cacher la vérité assez longtemps. Parce que je n'ai pas osé rappeler, à la fille d'un résistant français, que se draper dans la «désobéissance civile» en pays démocratique équivaut à dévaluer le courage de tous ceux qui ont bravé les dictatures et les fascismes. Parce que je croyais les péquistes, qui se réclament tant des mânes de René Lévesque, capables de comprendre par eux-mêmes qu'ils sont d'autant plus obligés à une impeccable vertu démocratique que les Coon-Come et les Richler de ce monde leur prêtent à la face de la planète les sombres instincts de la solution serbe. Parce que les élus du PQ ont, au contraire, poussé l'inconscience jusqu'à l'applaudir à l'Assemblée nationale et dans le cas du ministre de la Justice, à la féliciter. Enfin parce que je croyais superflu d'en appeler à la dignité d'une ministre de la Culture, et d'une intellectuelle engagée.

En somme il me restait quelques illusions à perdre. C'est fait, avec le tir de barrage que j'ai essuyé.

Il y a ceux qui me conjurent de descendre de mes grands chevaux et de trouver tout cela «plutôt sympathique», à l'instar du premier ministre, puisque madame Malavoy aurait agi par amour pour le Québec,



LISE
BISSONNETTE

une sorte d'Antigone déchirée entre sa conscience et la loi. Je pense pour ma part aux larmes de la candidate péquiste Monique Simard le soir du 12 septembre, à cette élection que pourraient lui avoir volée non seulement des électeurs de Westmount mais aussi des villégiatures de citoyenneté américaine, habitués des Laurentides. J'entend d'ici le tollé quand un Jean Chrétien, si l'infraction est confirmée, nous demandera de trouver «plutôt sympathique» ces électeurs non autorisés, amoureux du Canada, dont ils se sentaient citoyens dans leur cœur et qu'ils voulaient sauver des «séparatistes». Il n'y aurait pas d'éditorial assez fort pour l'assommer aux yeux de ceux qui me demandent d'absoudre madame Malavoy.

Il y a ceux qui admettent l'infraction mais ne la trouvent «pas grave» au point de mettre en cause la présence de madame Malavoy à l'Assemblée nationale, parmi les gardiens des institutions démocratiques. Tant de gens le font, me dit-on, parmi ceux qui ne sont pas encore citoyens. J'essaie d'imaginer ce qu'on me demanderait d'écrire si un député libéral né à l'étranger, comme il y en a plusieurs sur les banquettes de l'opposition, avait conservé sa citoyenneté d'origine, voté à toutes les élections et aux référendums, et servi ainsi de caution à tous ceux qui exercent illégalement leur droit de vote. Et qui, on le présume chez les péquistes, le font le plus souvent en faveur du Canada et non du Québec.

Il y a ceux qui me demandent de me taire parce que je nuis à la patrie, à la cause, au OUI espéré au référendum de 1995. Nous vivons des

«heures historiques», m'écrivit un correspondant indigné de mon indignation. «Envisagez l'avenir de la nation au delà du quotidien, et surtout au-delà des têtes et des partis en place qui exploseront le lendemain d'une éventuelle victoire, pour former une gauche, une droite, et un centre. (...) Car enfin, il s'agit de l'avenir d'un pays, le vôtre, ce n'est tout de même pas rien!» En somme, jusqu'au grand soir, oublions toutes les nuances. Il faut faire l'impasse sur les porte-étendards, être indifférents à ce qu'ils sont et au programme qu'ils défendent, au nom d'un grand objectif qui les transcende. Retour à l'unanimité aveugle. J'imagine dans quel mépris les interlocuteurs de ce genre tiendraient des journalistes inconditionnellement fédéralistes qui accepteraient ainsi de remettre leur sens critique jusqu'à la victoire du NON au référendum. Il n'y aurait pas de comparaison soviétique assez forte, en éditorial, pour les satisfaire.

Je ne déteste pas les mécréants, les voyous sympathiques, les délinquants allergiques à la pensée correcte. Pour avoir fréquemment bien des sentiments interdits, il me reste peu de choses de ma bonne éducation sauf, il me semble, ce substrat d'honnêteté qui fait que les rapports entre humains peuvent être droits. Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse. N'aie pas deux poids deux mesures. Que la fin ne justifie pas les moyens. Mais on me dit d'oublier tout cela.

Je sais bien que la vie partisane amène souvent à violer ces principes, à voir la paille dans l'œil du voisin et à oublier la poutre dans le sien, à distinguer subtilement entre le bon et le mauvais patronage, à excuser les fautes de ses amis et dénoncer celles de ses ennemis. C'est pourquoi l'engagement politique, admirable en soi, est parfois si haineux au quotidien. Mais je croyais, naïve encore, que le cas Malavoy ne pouvait profiter de l'indulgence partisane. Je croyais que les principes en cause, ceux de l'exercice même de la démocratie, ne souffriraient guère de discussion. Mais ils en souffrent, ai-je compris, et durement. J'avais vraiment des illusions à perdre, j'ai des illusions perdues.

À PROPOS

... de voir un vrai savant

L'une des meilleures façons d'influencer l'image sociale que les jeunes ont de la science et de la technologie est de les mettre en relation directe avec des scientifiques, des ingénieurs, des gestionnaires. Ce sont des formules de partenariat science-éducation.

L'idée est toute simple mais elle exige un volontariat de la part de chacun. En effet, il s'agit d'amener des scientifiques dans les écoles, de les inviter à travailler avec les professeurs et à rencontrer les élèves. De telles

formules permettent aussi à des professeurs et parfois à des élèves de faire des stages dans des laboratoires ou centres de recherche. L'objectif est de mettre les professeurs et les élèves en contact avec la «science en action», avec ceux et celles qui y travaillent, directement ou indirectement, avec aussi ce qu'ils créent ou réalisent grâce à la science ou à ses applications.

Miser sur le savoir, Conseil de la Science et de la Technologie, 1994

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCE QUE DOIS

I D É E S

Tragédie de Polytechnique: cinq ans déjà



PHOTO JACQUES GRENIER

La douleur est toujours là

MARIE LAVIGNE

Présidente du Conseil du statut de la femme

Aujourd'hui, elles seraient diplômées. Elles travailleraient dans des chantiers ou dans des bureaux d'ingénieurs. Certaines auraient peut-être des enfants. Mais elles ne sont plus. Elles ont été assassinées le soir du 6 décembre 1989. Tuées par un gars qui leur a crié: «Vous êtes toutes des féministes! J'ai les féministes!»

Cinq ans après, la haine de ce geste fait encore frissonner d'horreur. La douleur est toujours là. Mais, cinq ans après, peut-on en parler? Pour la plupart des femmes, le sujet est difficile; les mots nous manquent et plusieurs préfèrent oublier. Il faut dire qu'il n'a guère été possible d'y réfléchir. Dès le lendemain de la tuerie de Polytechnique, des spécialistes du comportement, des penseurs sociaux de même que les médias ont insisté sur le caractère isolé de l'événement et les traits psychologiques du meurtrier et nous ont dit comment vivre notre douleur. La douleur devait être neutre et asexuée.

Il fallait pleurer des «étudiants», des «victimes» et des «personnes». Pleurer des femmes, tuées pour l'unique raison qu'elles étaient femmes, apparaissait comme un geste déplacé. Les femmes et les féministes qui ont tenté d'expliquer autrement cette violence se sont fait accuser de manquer de respect face à la douleur des familles et de la communauté universitaire de Polytechnique, ou encore plus crûment de vouloir «récupérer» la tragédie. Il ne fallait pas que les femmes se sentent collectivement visées. Il fallait encore moins que les victimes deviennent un symbole de la violence contre les femmes. Notre douleur et nos larmes ont été contrôlées et nos pensées paralysées.

Et pourtant, comme le soulignait la sociologue Colette Guillaumin (*Sociologie et sociétés*, avril 1990), cet attentat soigneusement planifié est, comme son auteur l'a dit explicitement, un acte politiquement dirigé contre «les femmes qu'il appelait féministes». De tels actes terroristes ciblant des groupes sociaux contreviennent à la règle sociale et appellent habituellement une réaction et une mobilisation de la société dans son ensemble. Dans le cas de Polytechnique, dit-elle, on a plutôt invoqué la «folie» et nié que les femmes, en tant que groupe social, étaient visées.

La consigne du silence a pesé plus lourdement au Québec qu'ailleurs. Au Canada anglais, des femmes et des hommes ont pu manifester ouvertement leur peine. Chaque année, les célébrations commémoratives y sont plus nombreuses qu'ici. Le Parlement fédéral a même institué le 6 décembre «Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes», mis sur pied une commission d'étude nationale sur la violence et financé des programmes de recherche sur la violence. Un monument commémoratif sera érigé à Vancouver. La campagne du «ruban blanc» organisée par des Torontois invite les hommes à réfléchir à la violence faite aux femmes.

Paradoxalement, les Québécois ont peu participé aux diverses campagnes canadiennes et au Québec, chaque année, la commémoration du 6 décembre est plutôt discrète. La mobilisation a pourtant eu lieu, mais elle a eu un caractère éphémère et quasi souterrain. Ainsi, au cours des cinq dernières années, plusieurs organismes ont réagi de façon concrète: programmes de sensibilisation et d'intervention contre la violence dans les écoles, les villes, les syndicats, les milieux de travail, souscriptions publiques pour soutenir divers projets, consolidation du financement gouvernemental aux ressources d'hébergement pour femmes violentées, etc. Ici aussi, le 6 décembre 1989 a marqué un point tournant dans la prise de conscience de la gravité de la violence faite aux femmes, mais nous préférons ne pas en parler, oublier.

Que la tuerie de Polytechnique se soit produite chez nous dans une société qui se targue d'être à l'avant-garde de la lutte pour l'égalité entre les sexes, est un dur rappel. Parler de Polytechnique cinq ans après, c'est prendre le difficile chemin de la lucidité. Tant pour les individus que pour les sociétés, la maturité ne s'acquiert pas dans l'oubli des expériences traumatisantes. La conscience ne peut se nourrir d'oubli et d'occultation. Il ne faut surtout pas oublier et il faut se souvenir de la tragédie de Polytechnique, pour changer.

Briser le silence

Si le souvenir est toujours présent, qu'en est-il des changements?

DIANE LEMIEUX

Porte-parole du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), l'auteure préside également le Groupe de travail sur les agressions sexuelles du Québec.

Cinq ans après l'assassinat de 14 étudiantes à l'École Polytechnique de l'Université de Montréal, ma première pensée se tourne vers les parents, les frères, les sœurs, les amis, les chums des 14 femmes assassinées. Que ressentent-ils cinq ans plus tard? Que sont devenues les «rescapées», celles qui sont passées tout près de partir si brusquement? Elles sont probablement sur le marché du travail, elles ont peut-être fondé une famille. Que se disent-elles à elles-mêmes, que disent-elles à leur entourage? Depuis cinq ans, il m'est arrivé d'avoir un contact avec l'une ou l'autre de ces personnes. Chacune d'entre elles, à sa façon, a livré son combat avec la vie, la douleur, l'impuissance. La sagesse et la dignité de ces personnes est inspirante.

Et puis, je me demande: que s'est-il passé au sujet de la violence faite aux femmes? Si les premières victimes sont les 14 jeunes femmes assassinées, je suis l'une de celles qui ont toujours prétendu que ce drame était également un crime contre des et les femmes. Je me rappelle avec un peu d'amertume à quel point les féministes ont été accusées d'avoir «récupéré» l'événement.

Pourtant, en examinant ce qui a été dit, écrit ou fait depuis, j'oserais avancer que plusieurs ont commis la même faute.

Des programmes de bourses d'études ont été lancés, des films et des vidéos ont été tournés, des livres ont été publiés. Des conférences, colloques ont été organisés, des journées d'études, des comités spéciaux, des coalitions ont été mis sur pied. L'Église s'en est mêlée, les politiciens en ont parlé, des établissements scolaires ont voulu sensibiliser les élèves à la question.

Des groupes de pression sur le contrôle des armes à feu, des groupes qui travaillent sur l'épineux problème de la violence ou de la violence faite aux femmes se sont mobilisés à nouveau.

Face à une telle tragédie, à première vue un non-sens, nous avons toutes et tous, de différentes façons, tenté d'y donner sens. Nous avons saisi cette tragédie comme un déclencheur, un catalyseur, un moment de réflexion et d'action, un événement «miroir», un point de départ ou un tremplin.

En relisant les coupures de presse au fil des ans, il est frappant de constater les débats qui ont vu le jour à l'occasion de chaque 6 décembre. Doit-on ou non contrôler davantage les armes à feu? Doit-on ou non débattre de cet événement dans les médias? Doit-on ou non tenir une enquête publique sur la tragédie? Était-il justifié de publier la lettre de Marc Lépine? Est-ce que les statistiques qui concernent la violence faite aux femmes sont réelles? Est-ce que les hommes sont plus violents? Il n'y a pas

que les mots qui ont été utilisés pour décrire les émotions soulevées par la tragédie. Plusieurs actions symboliques ont été posées. Une journée nationale commémorative, marches, vigiles, campagne du ruban blanc... tous des symboles qui invitent à un souvenir collectif.

Dans les mois qui ont suivi la tragédie, j'écrivais dans ces pages «Se souvenir pour changer».

Si le souvenir, sans être aussi vif, est toujours présent, qu'en est-il des changements? Est-ce que l'incidence des situations de violence envers les femmes est moins élevée? Est-ce que les mesures pour assurer la protection et la sécurité ont été prises? Est-ce que les programmes de prévention permettent d'agir avant que les problèmes de violence ne se manifestent? Est-ce que l'ensemble des systèmes concernés, que ce soit la justice, les services de police, les services sociaux, les instances gouvernementales, sont plus cohérents et travaillent

On ne peut réduire le problème de la violence envers les femmes à un problème de femmes.

mieux ensemble pour neutraliser les agresseurs et réduire les occasions d'agression?

À ces questions, il faut répondre «non». Malgré le fait que de nombreuses initiatives ont vu le jour, que dans plusieurs secteurs, la violence est sortie de l'ombre, il faut quand même faire preuve de modestie quant aux résultats.

Il ne s'agit pas d'être défaitistes, pessimistes. Soyons simplement réalistes. La violence faite aux femmes est un problème complexe; plusieurs éléments entrent en

ligne de compte. Parler de violence envers les femmes, c'est revoir de fond en comble notre perception du rôle des femmes et des hommes, nos manières d'être en relation. Rien que cela, ce n'est pas une mince affaire; le passé nous l'enseigne!

C'est aussi questionner notre tolérance face à la violence, la violence comme moyen de contrôle, comme manière de résoudre des différends, comme manœuvre pour faire valoir le pouvoir... Ces remises en question ne règlent pas tout, mais elles touchent la plus grande partie du problème.

Même si on ne peut le mesurer précisément, l'ordre des choses n'est plus le même et il est difficile d'imaginer qu'on puisse retourner en arrière. Les femmes sortent du silence de plus en plus; les institutions sont plus mal à l'aise avec leur propre silence; les propos et les gestes des «décideurs» sont scrutés à la loupe et contestés avec vigueur, si nécessaire. Des hommes s'engagent face à cette réalité. Bref, personne ne peut se permettre de réduire le problème de la violence faite aux femmes à un problème de femmes!

Les changements sont perceptibles sans être spectaculaires. Il faut faire plus et mieux. Il est temps d'entrer dans l'ère de la cohérence.

La cohérence entre ce qui est dit et fait. La cohérence entre les différents services qui ont à traiter de situations de violence. La cohérence entre les différents politiques que nous gouvernons. La cohérence entre les interventions des nombreux ministères et paliers de gouvernement. La cohérence dans nos vies personnelles également!

Vaccination

Quand on pique l'inquiétude

Les vaccins ne causent pas les effets qu'on leur attribue

Fédération des médecins spécialistes du Québec
Association des médecins pédiatres du Québec
Association des médecins
microbiologistes infectiologues du Québec
Association des médecins spécialistes
en santé communautaire du Québec

En ce temps de vaccination contre la grippe, il n'est pas inutile de revenir sur un sujet qui, de façon ponctuelle, suscite la controverse.

Une série de reportages diffusés récemment portait sur les risques de l'immunisation des enfants. Y figuraient des images saisissantes d'enfants handicapés et le plaidoyer d'un médecin de Montréal contre les vaccins. On laissait croire que des parents sages devraient toujours hésiter à bien souvent s'abstenir de faire vacciner leurs enfants. Normalement, en cas de doute, on s'abstient. En l'occurrence, il n'y a pas de place pour le doute.

Une information complète aurait dû tenir compte des faits suivants...

La vaccination a eu un impact extraordinaire sur l'amélioration de la santé de la population au Québec et dans le monde.

Quelques exemples sont particulièrement éloquentes: l'éradication de la variole dans le monde en 1978 et l'élimination de la polio dans toute l'Amérique depuis 1992. On pourrait aussi parler de la disparition quasi totale de la rubéole congénitale, de la diphtérie, etc. Au Québec, on a constaté, depuis l'arrivée du vaccin, que les cas d'infections à HIB (méningites en majorité) ont chuté chez les moins de deux ans, passant de 80 par année à 17 en 1993 et à trois en 1994.

Mais le recul des maladies infectieuses n'est pas un fait acquis. L'arrêt de la vaccination est forcément suivi de la résurgence d'épidémies.

Ainsi, en Angleterre, au cours des années 70, l'inquiétude semée par un médecin avec la collaboration des médias a mené à une chute du taux de vaccination de 80 % à 30 %. Entre 1977 et 1979, il y a eu en Angleterre, 36 décès provoqués par la coqueluche et plus de 100 000 cas déclarés. À la même époque, le Japon a connu le même phénomène. Au Québec l'an dernier, la coqueluche n'a occasionné qu'un seul décès, chez un jeune enfant non vacciné.

Presque tous les enfants reçoivent des vaccins. Parmi eux, il y a des enfants normaux et d'autres qui peuvent avoir des anomalies qui ne sont pas encore apparentes. Dans certains cas, ces anomalies pourraient se révéler à la suite d'une vaccination et cela, par pure coïncidence. Elles se seraient manifestées tôt ou tard.

Dans d'autres cas et très rarement, en provoquant une réaction, le vaccin pourrait servir de déclencheur et mettra en évidence des problèmes déjà existants. Dans le cas de la coqueluche, plusieurs procès sont arrivés à la même conclusion: le vaccin n'est pas responsable des encéphalopathies qu'on cherche à lui attribuer.

De la même façon, parmi les personnes âgées qui reçoivent le vaccin contre la grippe, il se peut que certaines décèdent dans les jours et les semaines qui suivent leur vaccination sans que l'on puisse établir, encore là, une relation de cause à effet. Un article récent du *New England Journal of Medicine* démontre par ailleurs que les hospitalisations pour pneumonie et grippe sont réduites de moitié chez les personnes âgées qui ont reçu le vaccin.

À titre d'exemple, on n'a pas noté au Québec de complications graves du vaccin contre la rougeole alors qu'on a observé cinq décès et cinq en-

céphalites avec séquelles permanentes pour 10 000 cas de rougeole déclarés en 1989, lors de la dernière épidémie. Selon un rapport récent de l'Institut de médecine américain, rien ne permet d'établir une relation causale entre le vaccin contre la rougeole et l'encéphalite alors que les risques de complications encéphaliques représentent un cas sur 1000 chez les enfants qui font la rougeole. En Amérique du Nord, le taux de mortalité de la rougeole est de un sur 1000 à un sur 10 000.

Soulignons qu'au Québec, en 1992-93, sur 1 600 000 doses de vaccins contre la méningite à méningocoque, on n'a constaté qu'une seule réaction allergique grave (anaphylaxie), aucune séquelle et aucun effet secondaire qui a entraîné une hospitalisation de plus de 24 heures. Dans le cadre du programme de vaccination contre l'hépatite B, en Colombie-Britannique, sur 500 000 doses administrées jusqu'à maintenant, on n'a noté également qu'une seule réaction allergique grave et aucune séquelle.

Il y aura toujours des personnes mal éclairées qui diront que les vaccins sont dangereux. La preuve du contraire est cependant établie à travers le monde. La souffrance épargnée, les millions de vies sauvées par les vaccins n'ont aucune commune mesure avec les complications qu'on leur attribue. La majorité des effets graves décrits dans ces reportages ne trouvent absolument aucun fondement dans la réalité. Ce ne sont pas les producteurs de vaccins qui le disent, c'est l'ensemble de la communauté scientifique.

Tenir compte des appréhensions de tous et chacun est certes légitime. Semer l'inquiétude, c'est autre chose, notamment lorsqu'on joue avec la vie et la santé des enfants.

Les vrais effets secondaires graves sont extrêmement rares.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information); Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable section Tourisme); Martin Duclos et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette (Hors), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dutrisc, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Denise Babin, Marie-Claude Petit (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction). **La Documentation:** Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ** Lucie Pinsonneault (directrice), Yves Williams (superviseur, avis publics et annonces classées), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, André Mélançon, Suzanne Miscovic, Micheline Ruelland, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon, Olivier Zuida (commis); Michèle Bouchard (secrétaire). **L'ADMINISTRATION** Henry Riedl, c.m.a. (contrôleur), Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration). **LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE** Christiane Benjamin (directrice), Johanne Brien (secrétaire), Leclerc Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Manon-Venne. **LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES** Guy-Renaud Krouac (directeur), Chrystian Guy (superviseur à la promotion des abonnements). **LA PRODUCTION** Marie-France Turgeon (directrice de la production), Jean Lemay (directeur adjoint, production et informatique), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCormiers, Caroline DesRosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michael Schneider, Christiane Vaillant. **LE CONSEIL DU DEVOIR** INC. Marcel Couture (président), Roger Boissvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

LOI Bombardé de questions

SUITE DE LA PAGE 1

américain Archer Daniels Midland Company, a continué ses activités en embauchant des briseurs de grève. Pour faciliter le règlement du conflit, un conciliateur vient d'être nommé par le Conseil canadien des relations de travail.

Accompagnée par un vice-président de la CSN, Marc Laviolette, une délégation d'une trentaine de grévistes se rendra mercredi au siège social d'Archer Daniels Midland (ADM) situé à Decatur, en Illinois. Pour M. Laviolette, l'entreprise américaine, dirigée par Dwayne Andrews — le plus grand transformateur de maïs et de soja en Amérique, selon le magazine *L'actualité*, qui en fait un portrait flatteur dans sa dernière édition — est «un géant de l'alimentation qui importe chez nous un modèle de relations de travail typiquement américain», s'appuyant sur le fait qu'à une usine de A. E. Staley, à Decatur, une compagnie «dans laquelle ADM détiendrait de 8 à 10 % des actions», un lock-out a été décrété et des *scabs* ont été embauchés.

Hier, dans la consultation populaire organisée au cœur de Côte-des-Neiges par la députée de Mont-Royal, Sheila Finestone, et le député d'Outremont, Martin Cauchon, le ministre Axworthy, à l'issue de son allocution, a été bombardé de questions et de commentaires, souvent cinglants ou acerbes, sur sa réforme des programmes sociaux.

«Vous proposez des coupures sur le dos des gens les plus mal pris», a estimé une des participantes à cette consultation qui a donné lieu à trois ateliers — sur l'emploi, la formation et la sécurité du revenu.

D'autres participants ont décrié les «documents de discussions» qui leur ont été remis et qui décrivaient en ces termes le «nouveau monde de l'emploi»: le taux de chômage restera élevé, le chômage à long terme est en augmentation et les emplois deviennent de moins en moins permanents. «C'est cynique de prévoir des choses pareilles», s'est indignée une participante.

Relevant l'assertion du ministre qui soulignait la création de «450 000 nouveaux emplois en quatre mois» au Canada, une chômeuse l'a pris à partie: «Pourquoi ne pas me donner une de ces jobs que vous venez tout juste de créer?», s'est-elle exclamée, féroce.

Manque de chance, une réunion de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) s'est terminée à temps pour ne rien manquer de la période de questions accordée par le ministre, amenant son lot de macarons rouges «À bas la réforme Axworthy» et de questions plantées. «On ne veut pas que la dette nationale devienne la dette des étudiants», a dit l'un d'eux.

Faisant contre mauvaise fortune, bon cœur, M. Axworthy a répondu patiemment, en anglais principalement ou encore dans un français franchement incompréhensible, aux questions de l'auditoire pendant près d'une heure.

ONDE Retour difficile

SUITE DE LA PAGE 1

n'ont pas ou peu réagi à l'époque, réagissent fortement maintenant», affirme le psychologue.

L'Université de Montréal fait maintenant appel à Claude Pratte pour approcher les étudiants agressifs ou ceux qui présentent des problèmes de comportement. «Les professeurs sont maintenant beaucoup plus sensibles à ce genre de choses. Malgré l'anonymat qui peut régner sur un grand campus, les gens se soucient davantage de ceux qui les entourent», affirme ce dernier.

Grâce à son intervention, on a bien désamorcé quelques crises potentielles, en forçant notamment l'hospitalisation d'un ex-psychiatrisé qui a créé son lot de panique dans les résidences étudiantes en gardant une arme dans sa chambre.

À Polytechnique, d'anciens étudiants à la recherche d'une oreille attentive ont aussi relancé Gilles Lussier, psychologue et conseiller à l'École. «Souvent, c'est lors d'un deuxième traumatisme ou d'un acte violent que les symptômes refont surface», affirme-t-il. Et ces réactions à retardement, tout de même rares, peuvent s'exprimer par une agressivité excessive à l'endroit des autres ou des symptômes purement physiques, ajoute le psychologue.

Si la cohorte d'étudiants qui a vécu de près ce drame a quitté le campus, il reste par contre bien des employés chez qui l'âge a rendu parfois beaucoup plus difficile le retour à la vie normale. Certains disent tout haut leur désarroi, d'autres le dissimulent. Ces dernières semaines, les psychologues ont d'ailleurs pesé le pour et le contre en ce qui concerne la tenue éventuelle de nouvelles séances de discussions, à la demande de certains employés. Toutes choses considérées, on a de nouveau opté pour le silence. Claudette Arseneault, psychologue au programme d'aide aux employés de l'Université de Montréal, crée dans la foulée des événements de Polytechnique, juge que cette réserve demeure nécessaire.

«On a décidé de ne rien faire parce qu'à chaque fois qu'on parle du 6 décembre, c'est récupéré par des groupes et l'on finit par ne pas parler du vécu des femmes et des hommes qui ont été bouleversés par cela.»

Dès les lendemains de la tragédie, l'École Polytechnique s'était opposée à ce que des études ou un dépistage systématique soient effectués auprès des étudiants, optant plutôt pour la disponibilité de services psychologiques à l'École. «Vous savez, il y a eu plusieurs offres d'enquêtes, mais l'école a refusé. On s'est même fait offrir des potions magiques pour «rétablir l'équilibre du métabolisme» de nos étudiants!», ironise M. Lussier.

En fait, une seule enquête collective, jamais largement diffusée, a permis de mesurer l'ampleur des remous provoqués par cet événement tragique auprès des étudiants de Poly. Lors de l'envoi des bulletins de la session d'hiver 1990, tous les étudiants ont été interrogés sur leur niveau général d'anxiété à l'aide d'un questionnaire formulé par des psychiatres. À la demande expresse de l'école, ce questionnaire ne devait faire aucune référence à la

tuerie.

Six mois après le drame, le niveau moyen d'anxiété chez les filles atteignait 4,8 et celui des garçons 3,6, ce qui est plus élevé que dans la population en général (environ 3). En gros, 60 % des répondantes et 26 % des garçons ont dit vivre plus d'anxiété qu'avant le massacre. «L'ampleur des réactions a dépassé ce que les gens prévoient. Devant ces résultats, l'école a accepté d'ajouter un deuxième test pour vérifier si cet état d'anxiété était lié aux événements de la tragédie», affirme le psychiatre Dr François Dassylva, qui a réalisé cette étude avec trois autres chercheurs.

En fait, ce deuxième test destiné à mesurer les traumatismes liés à l'événement a été achevé aux étudiants de Poly un an après la tragédie, en décembre 1990, ainsi qu'aux étudiants de l'École des Hautes études commerciales (HEC), pour permettre des comparaisons. Chez les étudiantes de Poly, on a mesuré un score moyen de 28 et de 19 chez les garçons, comparativement à 18 pour les étudiantes des HEC et de 12,3 pour leurs confrères de la même école. Un écart significatif, soutient le psychiatre Dassylva. À titre de comparaison, le stress d'étudiants de médecine effectuant leur première dissection sur un corps oscille entre 12 et 7, selon les sexes.

«On a noté une différence importante dans le niveau de stress vécu par les étudiants des deux écoles. Si nous avions choisi une école plus éloignée que les HEC du lieu du drame, les différences auraient probablement été encore plus marquées», soutient le Dr Dassylva.

À toutes ces occasions, les étudiants ont eu le loisir d'inscrire leurs noms et adresses sur les enveloppes de retour pour obtenir les résultats généraux à ce test ou des conseils sur leur état. À chaque session, de 600 à 900 étudiants et étudiantes ont répondu aux questionnaires, les filles dans une proportion beaucoup plus élevée. Pas moins de 70 % des répondants ont exprimé le désir d'avoir des informations sur les résultats de ce test.

Ce n'est que lors d'un troisième et dernier envoi, expédié en mai 1991, que le retour à la normale a été observé, avec des scores de 9,1 pour les filles et 8,4 chez les garçons. «Compte tenu du caractère confidentiel du test, il a été impossible de suivre le cheminement particulier des élèves qui démontraient le plus de symptômes d'anxiété et de troubles post-traumatiques», explique le Dr Dassylva, qui estime que l'exercice, malgré ses limites, a permis d'en savoir plus long sur les impacts d'un incident tragique.

Si les maux de l'âme ne se mesurent pas aisément, on croit que cette unique étude a donné des indices sur la façon de jauger l'ampleur du désarroi dans une communauté. Ce que ça met en évidence, note le Dr Dassylva, c'est que nous avons peu de moyens pour gérer l'impact psychologique des catastrophes au Québec, quand il y a un grand nombre de victimes. «Dans ce cas-ci, ça a été très laborieux parce que la situation était délicate. Tout ce qu'on souhaite, c'est que ça puisse nous aider à l'avenir à mieux comprendre et à mieux intervenir à la suite de ce genre de tragédies.»

La souveraineté inquiète la classe politique américaine

PRESSE CANADIENNE

«L'indépendance (du Québec) va ajouter une importante dose d'incertitude dans les secteurs de coopération» et «toute perturbation économique au Nord» serait ressentie aux États-Unis, indique un rapport récent du Congrès américain.

L'éventuelle séparation du Québec inquiète la classe politique améri-

ricaine, comme l'indique un document de six pages récemment produit par le service de la recherche du Congrès à l'intention des hommes politiques de Washington.

Le document en est toutefois un d'orientation et ne reflète pas nécessairement la position officielle de la Maison blanche ni du département d'État. Une copie a été obtenue par le réseau de télévision TVA.

Là où le chef péquiste Jacques Parizeau se veut le plus rassurant, sur le plan économique, le document ne peint pas la situation en rose. «Toute perturbation économique au Nord pourrait provoquer une onde qui serait ressentie aux États-Unis.»

«Les ajustements économiques à court terme pourraient avoir un impact pénible et coûteux sur les activités commerciales des trois pays», avertit-on dans un langage diplomatique.

Depuis une quinzaine d'années, les Américains marchent sur des œufs et ne veulent surtout pas don-

ner l'impression de se mêler de la politique interne du Canada.

Les propos ne sont pas alarmistes, fait remarquer le commentaire du réseau TVA, mais les auteurs du texte laissent quand même voir l'inquiétude des Américains.

Les sénateurs et les représentants de la chambre pourront prendre connaissance du document d'orientation à la veille du dévoilement du plan d'action du premier ministre Parizeau.

Les auteurs du document mentionnent aussi que Washington voudra maintenir de bonnes relations avec un Québec souverain et un Canada diminué.

Jacques Parizeau a souvent dit de ses conversations avec le personnel politique américain qu'elles étaient bigrement intéressantes et le laissaient optimistes.

La lecture du document en question semble toutefois laisser croire que tout le monde n'a pas été convaincu par le chef péquiste.

BUDAPEST Les Russes rechignent

SUITE DE LA PAGE 1

résolution sur la Bosnie montrant ainsi son mécontentement face à la stratégie occidentale dans ce conflit.

Les Russes craignent une nouvelle division de l'Europe après un élargissement de l'OTAN. Ils voudraient un renforcement de la CSCE, seul forum pan-européen où ils sont activement présents. Ils souhaiteraient y jouer un rôle dirigeant en ce qui concerne leur «étranger proche», les anciennes républiques ex-soviétiques.

Moscou a proposé à la réunion préparatoire du sommet, qui siège depuis plus de huit semaines à Budapest, un document pour un «nouveau modèle de la sécurité pan-européenne pour le 21^e siècle». Les Occidentaux sont prêts à en discuter, à condition que cela ne mette pas en cause l'OTAN, l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale) ou d'autres organisations.

À l'exception de l'ex-Yougoslavie, pratiquement tous les conflits et tensions dans lesquels la CSCE intervient déjà ou serait appelée à intervenir concernent l'ancien empire soviétique: Estonie, Lettonie, Géorgie, Moldova, Tadjikistan, Ukraine.

Les Russes rechignent sur deux mécanismes de maintien de la paix que la CSCE veut développer.

L'un regarde le conflit au Nagorny Karabakh entre les deux républiques ex-soviétiques de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan qui a fait plus de 20 000 morts.

La CSCE veut envoyer une véritable force internationale de 3300 hommes, une sorte de Casques bleus de la CSCE, dans cette enclave à majorité ethnique arménien-

ne en Azerbaïdjan avec l'aval des Arméniens, des Azerbaïdjanais et des Arméniens du Nagorny Karabakh. Pour la CSCE c'est une «opération-test» pour sa capacité de maintien de la paix.

Les Russes, qui y sont opposés, estiment que la CSCE n'a pas les moyens ni l'expérience requises pour une telle opération dans cette région.

Le deuxième mécanisme de la CSCE consiste à confier à une «partie tierce» une opération dans une zone de conflit. Cette «partie tierce» pourrait être la Russie avec des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Mais la CSCE ne veut absolument pas accorder un blanc seing à Moscou.

Une solution pourrait venir des présidents eux-mêmes, en particulier Bill Clinton et Boris Eltsine.

En revanche, l'un des documents majeurs du sommet, le «code de conduite», est acquis. Il s'agit de normes pour un contrôle politique et démocratique des forces armées, en particulier pour leur utilisation à l'intérieur d'un pays.

La CSCE, née il y a 19 ans en pleine guerre froide, devrait changer d'autre part de nom pour devenir «Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe». Ce n'est pas simplement cosmétique, estiment des diplomates occidentaux, car elle devra acquérir une nouvelle capacité légale. Jusqu'à présent, les diplomates qualifiaient la CSCE de «processus».

Après le prochain sommet en 1996 à Lisbonne, les sommets seront plus espacés dans le temps et n'auront lieu que tous les trois ou quatre ans. Ils étaient organisés jusqu'à présent tous les deux ans.

BOUCHARD Message d'Alain Juppé

SUITE DE LA PAGE 1

midi, principalement pour saluer l'épouse de M. Bouchard.

C'est Audrey Best qui aurait tenu le reste de la famille informée de l'état de santé de son mari, et tout ce monde semble désormais assuré que M. Bouchard est non seulement hors de danger, mais bien engagé vers le rétablissement.

Dès vendredi, le médecin traitant de l'homme politique, le Dr Patrick D'Amico, affirmait que son patient devrait pouvoir retourner à la vie publique au printemps prochain, avec l'aide d'une prothèse. Le même jour, les médecins de Saint-Luc avaient procédé aux changements des pansements et au traitement des plaies de M. Bouchard. La phase de réparation de la maladie, soit le traitement des plaies, sera suivie d'une phase de réadaptation en physiothérapie de trois ou quatre mois.

Enfin, les témoignages d'appui ont été transmis à M. Bouchard au cours de la journée de dimanche. Ainsi, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a fait parvenir hier un message d'encouragement au chef du Bloc québécois, par l'intermédiaire de l'ambassade de France à Ottawa.

«Monsieur le président, j'ai appris avec émotion l'épreuve que vous subissez, dit ce communiqué. Je souhaite vous adresser mes vœux les plus chaleureux de prompt rétablissement et j'espère vivement avoir prochainement le plaisir de vous revoir afin de poursuivre la discussion que nous avons engagée lors de votre visite à Paris en mai dernier.»

D'autre part, plusieurs personnes interrogées se sont dites confiantes dans le fait que M. Bouchard reviendrait à la politique active dès qu'il le pourrait.

«Nous sommes sûrs qu'il mettra toute son énergie et son opiniâtreté à se rétablir pour être en mesure de me-

ner, avec nous, le dernier grand combat dont il parlait il y a quelques jours, celui de la souveraineté du Québec», ont dit les dirigeants de la Fédération des travailleurs du Québec, soit le président Clément Godbout et son secrétaire général Henri Massé.

La Fédération des travailleurs du Québec, a également émis hier un message de sympathie au défenseur de la souveraineté du Québec à Ottawa.

«Notre ami et compagnon de lutte Lucien Bouchard a désormais deux grands combats à gagner... le premier pour recouvrer la santé, le deuxième pour faire du Québec un pays souverain», dit ce communiqué.

La FTQ, a précisé qu'elle avait appuyé le Bloc lors des dernières élections, précisant que M. Bouchard «comme René Lévesque, il a su gagner l'affection de tout un peuple et, en particulier, des travailleurs et des travailleuses que nous représentons». Les deux dirigeants de la centrale syndicale ont fait ces déclarations au nom des 450 000 membres de la FTQ.

De son côté, le président du Mouvement souverainiste du Québec, Ivano Vellone, s'est dit lui aussi assuré que le chef du Bloc québécois reviendrait sous peu à la politique active, même si la décision ultime revenait, bien sûr, à M. Bouchard lui-même.

Le mouvement souverainiste du Québec, qui célébrait hier l'anniversaire de la rébellion des patriotes du Bas-Canada en 1837, et qui regroupe près de 2000 membres, a fait signer hier d'immenses cartes de souhaits de prompt rétablissement à l'attention de M. Bouchard. Ces cartes, signées par plus de 200 personnes, ont été acheminées aux gardes de sécurité de l'hôpital Saint-Luc dans l'après-midi.

Toute la fin de semaine, une banderole affichant les mots «Que l'on continue», à l'intention de M. Bouchard, est demeurée déroulée sur le mur du restaurant le Vieux Munich, boulevard René-Lévesque, devant l'hôpital Saint-Luc.

À Québec, les nouveaux députés font l'apprentissage du métier

KATIA GAGNON PRESSE CANADIENNE

Québec — Mardi dernier, elle a fait son entrée à l'Assemblée nationale pour la première fois après avoir tenté — sans succès — de se faire élire comme députée à quatre reprises depuis les élections de 1976.

Louise Beaudoin la voulait, sa place de députée. «C'est le triomphe de la détermination», lance la ministre des Affaires canadiennes du cabinet Parizeau.

«Ça fait 18 ans que j'essaie de prendre mon siège de députée. J'ai été accrochée à cette idée-là comme c'est pas possible. C'est un couronnement.»

Pourtant, elle a été ministre des Affaires internationales sous le gouvernement Lévesque, présidente du comité du NON lors du référendum sur l'accord de Charlottetown, déléguée du Québec à Paris. Malgré cet imposant curriculum vitae, les électeurs de Chambly lui ont fait subir la défaite électorale à quatre reprises.

«Avant d'être ministre, on est député. Être ministre comme je l'ai été pendant deux mois (sans être élue), ça n'avait pas vraiment de signification, dit-elle. J'ai fait une campagne acharnée pendant quatre ans. Batre Mme (Lucienne) Robillard, ça n'a pas été facile.»

Louise Beaudoin était loin d'être la seule à avoir des papillons dans l'estomac mardi dernier. Près de la moitié des parlementaires faisaient leur entrée pour la première fois dans l'impressionnante enceinte de l'Assemblée nationale.

«C'est une responsabilité énorme que de représenter, seul, près de 260 000 Québécois», souligne le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, le cadet des parlementaires et seul député de sa formation politique. L'ADQ a cependant récolté près de sept % des votes à l'échelle du Québec le 12 septembre dernier.

La même émotion était sur bien des visages, mardi dernier. Les députés cherchaient leur place sur les banquettes, allaient saluer les adversaires d'en face, se familiarisaient avec le décorum et les procédures.

«J'ai avant tout pensé aux citoyens de mon comté, souligne David Cliche, député péquiste de Vimont. Je me suis senti énormément de poids sur les épaules pour relever l'honneur des politiciens.»

«J'étais à la fois très enthousiaste et très inquiet, car il faut absolument que je contribue, dans les prochaines

années, à redonner confiance en la politique aux citoyens. Sinon, on est sur le bord d'une crise majeure», affirme-t-il.

David Cliche est un autre membre du PQ qui œuvre dans l'ombre depuis de nombreuses années. Candidat défait aux élections de 1989, il est le principal rédacteur des chapitres sur l'énergie, l'environnement et les autochtones du programme du Parti québécois.

«Mais, dit-il, rien ne remplace la récompense de nos commettants: nous avoir élu. Impossible de qualifier cette sensation. C'est l'aboutissement de plusieurs années de travail.»

La députée libérale de Jean-Talon, Margaret Delisle, savourait d'autant plus sa victoire qu'elle n'a gagné son siège que par 24 voix. Opposition oblige, elle entre à l'Assemblée nationale dans un esprit nettement plus belliqueux que ses vis-à-vis péquistes.

«Je m'attends à un mandat de surveillance du gouvernement; j'ai l'intention de suivre particulièrement le dossier de l'assainissement des finances publiques. Il y a beaucoup de pain sur la planche», lance-t-elle.

Un séjour dans l'opposition recèle cependant des avantages incontestables. Lorsqu'on a demandé à Mme Delisle — une néophyte de la politique provinciale — si elle aurait des problèmes à faire sa place aux côtés des habitués de l'Assemblée nationale, elle a répliqué, tout sourire: «Lorsque je consulte mon caucus, dans la région de Québec, je sors toujours gagnante.»

Rappelons que Mme Delisle est la seule députée libérale de la région de la Capitale...

donnez
sang
risque



La Société canadienne de la Croix-Rouge
Services transfrontaliers

FONDATION QUÉBÉCOISE
DU CANCER

2075, rue de Champlain, Montréal (Québec) H2L 2T1
Téléphone : 527-2194

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559